

Faire « corps sans organes ». Essai de schizo-analyse de la ville contemporaine

Patrick Belinga Ondoua
Université d'Anvers,
Centre de recherche internationale (CERI),
Sciences Po

Sociétés politiques comparées, 63, mai-août 2024

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Patrick Belinga Ondoua, « Faire "corps sans organes". Essai de schizo-analyse de la ville contemporaine », *Sociétés politiques comparées*, 63, mai-août 2024, http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n63.pdf



Faire « corps sans organes ». Essai de schizo-analyse de la ville contemporaine
Résumé

Cet article part d'une observation banale : aux côtés des pratiques et des discours qui visent à organiser la ville comme un ensemble cohérent et à y créer du lien social, les gens, parfois, la fuient, la méprisent, s'en détachent, s'en déprennent et ne font pas corps avec elle. Je tente de comprendre la signification politique de ces arts de *ne pas* faire la ville contemporaine. En décentrant mon regard sur quelques expériences africaines de détachement, je m'intéresse plus particulièrement au fossé qui peut exister entre élites, planificateurs et gens ordinaires, au silence de ces derniers face à la décrépitude de la ville, et aux attitudes caractérisées par la désinvolture et la transgression vis-à-vis des règles d'urbanisme par toutes les couches et les catégories sociales. Je souligne ici l'importance d'envisager ces attitudes de détachement à la fois comme des expériences banales et ordinaires, mais surtout comme l'expression de modes spécifiques de gouverner et d'entretenir les rapports de pouvoir dans la ville contemporaine. Je m'inspire notamment de la notion deleuzienne de « corps sans organes » pour analyser l'énonciation politique des moments d'absentement et de détachement dans l'espace urbain en Afrique et au-delà.



Making "body without organs": an essay on schizo-analysis of the contemporary city
Abstract

This article takes as its starting point a commonplace observation: alongside the practices and discourses that aim to organise the city as a coherent whole and create social links within it, people sometimes shun it, despise it, detach themselves from it, and are not one with it. I'm trying to understand the political significance of these arts of *not* making the contemporary city. By shifting my focus to some African experiences of detachment, I am particularly interested in the gap that can exist between elites, planners and ordinary people; in the silence of the latter in the face of the decrepitude of the city; and in the attitudes of carelessness and transgression towards the rules of urban planning by all social strata and categories. I highlight here the importance of studying these experiences of detachment as both banal and ordinary, but above all as the expression of specific ways of governing and shaping power relations in the contemporary city. I draw in particular on the Deleuzian notion of the "body without organs" to analyse the political enunciation of moments of absenteeism and detachment in urban space in Africa and beyond.



Mots-clés

Absence de lien ; Afrique ; corps sans organes ; Deleuze ; domination ; État ; modes de gouvernement ; ville.



Keywords

Absence of link; Africa; bodies without organs; cities; Deleuze; domination; state; ways of governing.

La qualification de l'espace a toujours constitué un enjeu majeur dans les études classiques en sciences sociales. On sait, par exemple, qu'il existe différents types d'espace selon la manière dont les corps entendent, se déplacent, sentent, se rapportent à l'espace et sont disposés par rapport à lui : espace vécu, espace incarné, espace habité, espace domestique, espace anticipé...¹, les adjectifs ne manquent pas pour identifier tous ces « moments cohérents, “tranches de vie” ou “tranches de spatialité” pertinentes du point de vue de l'individu² ». Au fond, derrière l'idée d'espaces vécus, incarnés, habités ou anticipés se trame un problème phénoménologique fondamental – celui des dimensions spatiales de l'être, c'est-à-dire des modalités de l'être qui émergent en fonction des manières dont l'homme habite et façonne son espace au quotidien. On reconnaît bien là une préoccupation essentiellement heideggerienne : comprendre les modes d'existence à travers les modes de « l'habiter ». Autrement dit, la manière dont l'homme se rapporte à l'espace permet de réfléchir sur la spatialité de l'être et de l'être-là. Cette perspective sous-entend que l'homme ferait toujours corps avec l'espace, que l'espace est l'instance du Sens et qu'une fois jeté dans l'espace, l'homme l'habiterait inéluctablement – « l'habiter » étant d'ailleurs de l'aveu de Heidegger l'ensemble des manières de faire corps avec le milieu, d'être en cohésion avec lui, de l'organiser en « coins » et « contrées », de lui donner un sens, de se l'approprier, d'exister à travers lui et de s'incarner en lui³. Or, on peut aussi se demander s'il n'y a pas aussi des moments d'absentement, d'indifférence et de déconnexion de l'homme par rapport à l'espace habité, s'il ne lui arrive pas aussi d'être détaché du milieu socio-spatial qui l'entoure. Si oui, qu'est-ce que cela veut dire ?

J'aimerais engager cette discussion à partir des villes africaines qui, malgré les avertissements de nombreux chercheurs⁴, continuent d'être appréhendées par des responsables locaux et internationaux comme des villes « en crise », c'est-à-dire des espaces misérables, embouteillés, désorganisés et ne disposant pas d'équipements socio-économiques suffisants⁵. Dans ces villes en crise et en perpétuelle perturbation du fait de leur léthargie structurelle, la survie et la résilience seraient l'identité remarquable de leurs habitants, dont on glorifie alors « l'ingéniosité », « l'intelligence », l'héroïsme, l'esprit entrepreneurial, la capacité à inventer de nouveaux espaces de travail et de circulations qui s'autorégulent et, partant, l'aptitude à donner naissance à des formes « originales » d'urbanisation en l'absence de pouvoirs publics, au demeurant inefficaces⁶.

Au fond, l'idée de survie s'intéresse uniquement à un seul aspect du rapport à la ville, celui précisément d'espaces vécus, incarnés, habités ou anticipés avec lesquels les acteurs feraient toujours corps. De fait, en insistant sur les pratiques d'adaptation des acteurs, sur leurs capacités à contourner et à surmonter les montagnes de difficultés, sur leur faculté à dompter des espaces de vie contraignants et à les retourner à leur avantage⁷, l'idée de survie met surtout l'accent sur les processus d'appropriation, les pratiques d'incarnation et les manières de faire corps avec la ville. Ce faisant, elle empêche de s'intéresser aux moments où les individus semblent ne pas faire corps avec elle et expriment un certain détachement et une certaine distanciation de différentes manières et à travers différents canaux. Elle s'intéresse plus à la ville organisée et moins à la ville détachée ; plus à la ville que l'on domestique et que l'on s'approprie au quotidien au rythme de la « débrouillardise » et autres « arts de faire » et moins à celle que l'on oublie ou que l'on fuit, à celle dont on ne prend que rarement soin quand il s'agit de la gouverner, à l'égard de laquelle on s'entête et sur laquelle on pisse, chie ou crache au mépris ou par ignorance des règles d'urbanisme, bref à la ville dont on se fout, parfois.

La ville africaine est pourtant pleine de corps qui, tout en étant dans la ville, sont détachés d'elle d'une certaine manière. Il s'agit notamment de corps qui s'évadent et s'échappent par-delà ses diagrammes et son

¹ De Certeau, 1990 ; de Certeau *et al.*, 1994 ; Bouchrara, 1994 ; Franck, 2014 ; Le Bris *et al.*, 1984.

² Thibault *et al.*, 2008, 4.

³ Heidegger, 1986 [1927].

⁴ Voir par exemple Robinson, 2006 ; Simone, 2010 ; Myers, 2011 ; Edensor et Jayne, 2012.

⁵ Voir, par exemple pour le cas du Cameroun, ONU-Habitat (2007 : 20).

⁶ Koolhaas, 2002.

⁷ Sur cet aspect, voir par exemple Touré, 1985 ; Centre Tricontinental, 1997 ; Pigeon, 1998 ; Courade et de Suremain, 2001 ; Bouchard, 2002 ; Bodson et Roy, 2003 ; Aduayi Diop, 2010 ; Ayimpam, 2014.

ordonancement, qui sont impassibles face à sa désagrégation, qui l'oublie par moments en « noyant » leurs soucis dans d'autres choses ou en n'y intervenant que sporadiquement et légèrement, qui désirent et délirent sur d'autres choses, et qui se fichent d'elle en déféquant, en construisant ou en conduisant au mépris des règles qui la régissent. Ce sont des corps fugitifs, silencieux, désintéressés, désinvoltés ou tendant à autre chose que la ville telle qu'elle existe là. Les manifestations de ces corps en fuite sont plurielles dans les villes africaines. Elles vont des pratiques de déplacement interne, doublées de projets d'exil ou d'aventure loin de la ville (à cause de la guerre, de la violence ou des évictions)⁸, aux attitudes désinvoltées dans les manières d'occuper le sol, d'entretenir les espaces urbains communs et de construire les logements⁹, etc. Elles induisent aussi des moments de silence des populations face à la déstructuration des voiries urbaines et des routes intra-urbaines, à l'absence inexplicquée d'électricité et d'eau courante, à l'excentricité et aux embouteillages des marchés, à l'inégalité d'accès au foncier et aux logements décentes, à la saleté des rues, au délitement de certains espaces de la ville, etc. Elles incluent également les décalages existant entre les politiques urbaines et les réalités de l'aménagement¹⁰, le cloisonnement de zones ou de quartiers différenciés¹¹, ainsi que les attitudes indifférentes des aménageurs et des élites urbaines face aux conditions de vie des populations ordinaires¹². Elles englobent aussi des attitudes de suspicion et de méfiance qui peuvent parfois exister lors de la mise en œuvre de certains programmes de développement urbain, les uns et les autres s'accusant mutuellement d'intentions malicieuses, de détournement d'argent, d'accaparement des terres, etc.¹³. Elles comprennent enfin une propension à rejeter la ville actuelle, avec cette conviction ultime dont seuls les nostalgiques ont le secret : « c'était mieux avant¹⁴ », dans la ville sous l'autoritarisme colonial et postindépendance.

Ce détachement n'est pas uniquement physique, imaginaire ou statutaire. Il opère aussi au niveau des perceptions. Dans la même ville, gouvernants et gouvernés, élites et gens ordinaires ne partagent pas toujours la même communauté de signes au sujet de l'urgence ou de l'importance de certains problèmes urbains. Vivant dans l'opulence en déphasage par rapport aux conditions concrètes d'existence dans la ville, les dirigeants sont parfois capables de soutenir, non sans en être profondément convaincus, que « tout va bien au pays ; le pays est beau ; de quoi se plaignent les gens¹⁵ ? ». On le repère par exemple dans certaines déclarations, comme cette question – « Il y avait quoi avant ? » – posée en février 2024 par la ministre de l'Habitat et du développement urbain au Cameroun à des populations d'une localité du pays qui lui rappelaient le décalage entre les promesses faites par elle d'engager des opérations de réhabilitation de la voirie urbaine et la vitesse d'exécution des travaux. « Il y avait quoi avant ? », il faut entendre par là : « De quoi vous plaignez-vous ? Même si les travaux de réhabilitation urbaine n'avancent pas comme je l'avais promis, la situation actuelle n'est-elle pas meilleure que celle qui prévalait auparavant¹⁶ ? » Ainsi, les récriminations quant à la lenteur des travaux par les populations urbaines, l'expression de leur aspiration à avoir de meilleures routes afin de mettre fin aux nids-de-poule qui empêchent de circuler convenablement, tout cela est interprété par la ministre comme des actes d'ingratitude, une attitude de rébellion et d'agacement.

⁸ La littérature sur les évictions et les déplacements urbains en Afrique est très vaste. Pour des publications récentes, voir Blot et Spire, 2014 ; Jónsson, 2024. Les expériences de délocalisation sont aussi présentes dans les romans urbains en Afrique, que ce soient les « prostituées zaïroises » que l'on déguerpit dans Mabanckou (2015) ou alors des villes et des villages entiers qui se vident à cause des populations qui sont déplacées de force par la guerre dans Kourouma (2000), ou encore Gin qui est amenée à fuir Johannesburg pour Londres à cause des violences décrites dans Melrose (2020 [2017]).

⁹ Ela, 1999, 123-124 ; Bouju *et al.*, 2004.

¹⁰ Voir la critique des programmes de développement urbain montés par la France et les gouvernements africains à l'époque des indépendances par Maximy (1984). On peut aussi mentionner les projets dits de villes nouvelles souvent critiqués pour leur caractère irréaliste, injuste et élitiste. Voir à ce propos Cain, 2014 ; Moser, 2015 ; Watson, 2013 ; van Noorloos et Kloosterboer, 2018.

¹¹ Murray, 2011, 2015a, 2015b ; Herbert et Murray, 2015 ; Nielsen *et al.*, 2021.

¹² Un exemple, sur lequel on reviendra, comme l'abandon des populations déguerpiées à Abidjan en 2023-2024 par les pouvoirs publics témoigne de cette indifférence.

¹³ Lanne, 2016 ; Belinga Ondoua, 2018a, 2018b.

¹⁴ Pour reprendre le titre d'un essai de Serres (2017).

¹⁵ Selon les mots d'un ministre délégué auprès du ministre de la Justice au Cameroun en 2019.

¹⁶ Cette question a été reprise par des internautes contre le gouvernement pour lister tout ce qu'il y avait justement de positif avant le régime en place. L'une des expressions les plus abouties de ce retour en arrière se trouve dans la chanson « Il y avait quoi avant » (2024) de l'artiste Richard Bona, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=zQnmpirCzAE> (consulté le 15/11/2024).

À plusieurs niveaux donc, on a bien parfois affaire à des corps détachés et absents dans la ville, silencieux quant à l'état de la ville, indifférents les uns vis-à-vis des autres, cloisonnés et enclavés dans des espaces différenciés, déchirés et déconnectés entre eux, souvent en fuite sur eux-mêmes, sur leurs responsabilités dans la ville, sur les liens qu'ils entretiennent avec la ville existante, sur les effets qu'ils cherchent à produire sur la ville et sur leurs interactions mutuelles au quotidien. Or, malgré ces détachements et morcellements, malgré les déconnexions entre ces corps, la ville africaine « fonctionne » au quotidien. Elle n'explose pas. Elle fait corps, mais autrement que comme un organisme. Ses ensembles disparates, déserteurs, décalés, détachés, enclavés, isolés et cloisonnés parviennent à faire société ensemble de façon non articulée, inharmonique, oblique, asymétrique, insoupçonnée et imprévisible¹⁷. Il s'agit bien là d'un univers de la « schizomanie¹⁸ » dans lequel vivent parfois aussi bien les gens ordinaires que les planificateurs des villes africaines et leurs élites politiques et économiques. Car, par-delà le volontarisme unifiant des politiques, par-delà l'activisme de la société civile locale et internationale promouvant des sociétés indifférenciées, égalitaires et cimentées par des liens cosmogoniques ou communautaires, la ville africaine n'est pas unifiée ou unifiante ; elle est parsemée d'objets, d'individus, de zones, d'actions partiels, différenciés et asymétriques qui « vont ensemble » de manière non articulée. Elle est notamment marquée par le détachement et l'indifférence des élites quant aux conditions de la ville, par la présence ailleurs, l'absentement, le silence et le désintérêt des gens pour l'état de la ville, par la froideur et le cloisonnement des gens aisés et du pouvoir, et surtout par la non-articulation et l'aberration des interactions, des programmes et des relations au quotidien.

On pourrait dès lors parler de la ville africaine comme d'un « corps sans organes » au sens deleuzien du terme, c'est-à-dire non pas « un organisme morcelé, mais une émission de singularités pré-individuelles et pré-personnelles, une pure multiplicité dispersée et anarchique, sans unité ni totalité, et dont les éléments sont soudés, collés par la distinction réelle ou l'absence même de lien¹⁹ ». Il s'agit d'un corps qui est traversé de multiples « boîtes closes » ou de « vases non communicants », d'objets partiels déconnectés entre eux, en « indépendance mutuelle », mais dont la dispersion n'exclue pas des possibilités de formation de points d'interaction, de compénétration, de rencontres et de jonction qui ne se forment que parce que ces « boîtes closes » s'opposent entre elles, qu'elles n'ont rien en commun. La mise en commun des objets partiels et dispersés du corps sans organes s'opère uniquement par « un rapport paradoxal de disjonction incluse » au travers de flux et de chaînes qui s'établissent de façon indirecte, incohérente, non articulée, sans véritable lien²⁰. C'est précisément ce que Gilles Deleuze définit comme une « communication aberrante », c'est-à-dire cette espèce de mise en commun d'éléments disparates et distincts qui « vont entrer en rapport les uns avec les autres à force de ne pas avoir de rapports²¹ ». Ainsi, ce n'est pas parce que la ville semble être sans organes qu'elle ne fait pas corps, ne serait-ce que de manière inarticulée.

Par ailleurs, la ville comme « corps sans organes » dont je parle concerne simplement des dynamiques de déconnexion des individus en ville qui, cependant, énoncent quelque chose de la société : un ensemble d'interactions spécifiques, des attentes sociales particulières, des manières spécifiques d'intervenir dans la ville et des rapports de pouvoir qui n'ont rien à voir avec un quelconque état maladif. De fait, quand il rit ou s'enivre d'alcool pour oublier les situations concrètes de la ville et les mécontentements afférents, quand il reste impassible et fait tout autre chose alors qu'on attend de lui telle ou telle action proactive d'aménagement urbain, quand il pisse, chie, crache, construit ou conduit en violant les règles d'urbanisme, le dirigeant, l'élite ou l'habitant ordinaire de la ville n'est pas un malade, mais quelqu'un qui exprime une certaine conception de l'espace urbain, énonce les conditions concrètes de l'existence en ville et les rapports de force inhérents à la ville. À travers son attitude, il dit comment elle est gouvernée, comment elle devrait être gouvernée, et exprime des désirs, des délires et des velléités révolutionnaires. De fait, l'attitude désintéressée et décalée des aménageurs et des aménagés, des riches et des pauvres, des élites et des gens ordinaires énonce non pas

¹⁷ Murray, 2008 ; Martinez, 2014.

¹⁸ Jacquemot et Yango, 2020.

¹⁹ Deleuze et Guattari, 1972, 387.

²⁰ *Ibid.*, 388.

²¹ Deleuze, 2003, 18.

un état d'absence pathologique ou dysfonctionnel, mais d'abord les mécanismes de pouvoir qui se font jour en ville. Dès lors, quand je définis la ville comme un corps sans organes, cela renvoie uniquement à des configurations dans lesquelles on peut observer *certaines* situations et *certaines* moments de détachement, de désintérêt, de silence, de mépris, de désinvolture et de décalage qui énoncent, non pas un état de déconnexion complète entre la société urbaine et les populations ou entre ces dernières et leurs dirigeants, mais des rêves refoulés, des désirs d'être gouvernés d'une certaine façon, des flux révolutionnaires inhibés, mais surtout des manières spécifiques d'intervenir dans la ville et de la gouverner.

Il est vrai qu'on ne peut pas parler de la notion de « corps sans organes » sans se référer à la problématique de la schizophrénie qui en est l'expression et le soubassement théorique. Deleuze et Guattari le disent très clairement : « Les objets partiels et le corps sans organes sont les deux éléments matériels des machines désirantes schizophréniques²². » Mais, il n'est pas question ici de parler de pathologie ou de corps malades dans la ville africaine. De fait, l'analyse des situations de détachement ou de déconnexion que je propose ici s'inspire des réflexions et travaux de Deleuze et Guattari sur le phénomène de la schizophrénie qui n'est plus appréhendé par eux en termes négatifs, comme dans la psychanalyse classique, et qui ne se résume pas au manque et à une relation de vide et de déconnexion complète (dissociation, perte de réalité, autisme, forclusion) vis-à-vis de son environnement²³. L'état délirant du schizophrène est celui d'un être qui répond à de nombreux branchements, certes aberrants et a-parallèles entre eux, mais qui ne sont pas moins des branchements sur la société, la race, la politique, l'économie, l'histoire, l'espace, etc. De fait, comme l'explique Deleuze, l'univers schizoïde est l'expression d'un « trop-plein de l'histoire, une vaste dérive de l'histoire universelle. Ce que le délire brasse, ce sont les races, les civilisations, les cultures, les continents, les royaumes, les pouvoirs, les guerres, les classes et les révolutions [...]. Tout délire est de la politique et de l'économie²⁴ ». Les situations schizophréniques énoncent le pouvoir et les mécanismes de domination avant toute chose. C'est donc à « l'énonciation politique²⁵ » du fonctionnement de la ville comme corps sans organes qu'il s'agit de s'intéresser ici.

À ce titre, mon analyse se situe à rebours de deux lectures principales qui se sont inspirées de la notion de « corps sans organes » et de la problématique générale de la schizophrénie dans la ville. Elle vise tout d'abord à insister sur une dimension négligée par des analyses néo-organicistes de la ville qui ont beaucoup emprunté à la notion deleuzienne de « corps sans organes ». En effet, si elle a l'avantage de s'émanciper des lectures conventionnelles de la ville en termes de structures, d'ordre et d'échelle (en relevant que le « chaos » fait partie de la structuration normale des interactions socio-spatiales)²⁶, cette perspective s'est très peu intéressée à la question du pouvoir, de l'État et de l'exercice de la domination inhérente aux dynamiques urbaines. Je voudrais donc contribuer à faire de la notion de « corps sans organes » un outil heuristique pour comprendre les rapports de pouvoir, en montrant comment ces rapports se tissent parfois à partir des relations de détachement, ce que Deleuze appelait simplement le « rôle machinique de l'absence de lien²⁷ ». Mais mon analyse se distingue surtout des réflexions neuro-urbanistes²⁸ et de celles élaborées sous le label de l'urbanisme ou de l'architecture schizophrénique (« *schizophrenic urbanism/architecture*²⁹ ») qui ont montré que la ville est en soi porteuse de névroses traumatiques, qu'elle influence la santé mentale des individus et est à l'origine de nombreuses attitudes schizophréniques. Trop axée sur une lecture étiologique du rapport à la ville (la ville comme « cause » de maladies mentales) et psychologisante bon marché, cette perspective ne permet pas de rendre compte de la manière dont les processus de la fabrique de la ville eux-mêmes *fonctionnent comme* des agencements schizophréniques sans être des états maladifs mais des attitudes,

²² Deleuze et Guattari, 1972, 394.

²³ Deleuze et Guattari, 1972, 1980 ; Deleuze, 2003.

²⁴ Deleuze, 2003, 25.

²⁵ Bayart, 1985, 2006 [1989].

²⁶ Pour une revue de la littérature exhaustive de cette approche, voir Gandy, 2005.

²⁷ Deleuze, 2003, 26.

²⁸ Voir Krabbendam et van Os, 2005 ; Vassos *et al.*, 2012 ; Golembiewski, 2017 ; Fett *et al.*, 2019 ; Pedersen *et al.*, 2022 ; Bouter *et al.*, 2023.

²⁹ Krystol Austin, « Schizophrenic Architecture », TED, avril 2022, URL : https://www.ted.com/talks/krystol_austin_schizophrenic_architecture (consulté le 15/11/2024).

relations et situations banales de la fabrique quotidienne de l'urbain. À rebours de cette démarche, j'apprends les attitudes de détachement, les situations d'indifférence et les relations aberrantes et inarticulées dans l'espace urbain, non pas comme la manifestation d'une psychose générale, mais seulement en tant qu'elles *ressemblent* à la figure du schizophrène qui est distant, détaché et absent vis-à-vis de son environnement, qui a un corps décomposé et déchiré en plusieurs singularités disparates et dont les boîtes closes parviennent malgré tout à communiquer ensemble de manière non articulée, décalée et inharmonique, tout en énonçant quelque chose sur la société³⁰.

Pour ce faire, je propose de mener une schizo-analyse de la ville « par le bas³¹ », en m'intéressant aux discours, aux silences, aux pratiques ordinaires, ainsi qu'à quelques situations de détachement entre les élites, les pouvoirs publics et les gens ordinaires à l'aune de l'aménagement de la ville africaine³². Il me paraît important d'approfondir trois manifestations de la ville comme « corps sans organes » pour cette note provisoire : la distanciation entre les dirigeants et les populations ordinaires ; le silence des gens ordinaires face à la désagrégation de la ville ; la violation des règles d'urbanisme aussi bien par les gens ordinaires que par les élites urbaines. En nourrissant ma réflexion d'exemples puisés au Cameroun sans toutefois m'y cantonner, je me base notamment sur des faits d'actualité, la production littéraire, la musique, quelques travaux ethnographiques, sans oublier les entretiens menés lors de mes propres recherches de terrain au Cameroun entre 2017 et 2022. Ce matériau me permet de saisir au plus près certains rapports de détachement et de désarticulation dans la ville contemporaine et de comprendre la manière dont ces rapports expriment des modes de gouvernement, des conceptions de l'espace public, des appréhensions des régimes politiques en place et de ceux que l'on souhaite avoir, l'étouffement des désirs et l'écrasement des velléités révolutionnaires. J'analyse donc principalement les situations quotidiennes dans les années 2000 au Cameroun et dans quelques pays africains, tout en convoquant parfois certains cas antérieurs qui permettent d'étayer l'historicité des faits contemporains. Je commencerai par relever le style de gouvernement des villes qui préside à l'attitude parfois impassible des dirigeants et des élites quant aux conditions de vie des populations. Je montrerai ensuite que ce style a des conséquences sur le façonnement de l'oubli collectif qui est lui-même une disposition exprimant des rapports de force ambivalents. Puis je m'intéresserai aux comportements transgressifs en ville, notamment dans les domaines de l'habitat et de la conduite, pour relever ce qu'ils énoncent en termes d'affirmation de soi et de velléité de changement.

L'AGIR-ARAINÉE DE L'ÉTAT COMME MANIÈRE DE GOUVERNER LA VILLE

Le contraste entre les dirigeants politiques et économiques des villes africaines et leurs populations est frappant. Croupissant dans la misère, vivant dans des zones inappropriées à la construction, sans électricité ni eau courante et potable pendant des semaines, voire des mois, circulant sur des voiries urbaines défectueuses et inondées qui abîment en permanence leurs « carcasses » et qui attendent depuis des années d'être réhabilitées ou reconstruites, déguerpis et déplacés de force parfois sans véritables solutions de relogement, et quand bien même ces solutions existent, les gens ordinaires sont convaincus que les responsables publics n'ont que faire de leurs malheurs alors que les élites sociales, politiques et économiques semblent vivre dans leur bulle et « loin du bruit, de la foule, des odeurs et des mauvaises manières³³ ». Ces deux caractéristiques témoignent bien de l'existence de deux types de détachement en milieu urbain : d'une part, un sentiment de délaissement et d'abandon par les autorités urbaines au sein des populations ordinaires ;

³⁰ Voir Deleuze, 2014.

³¹ Bayart, 1981, 2006 [1989] ; Bayart *et al.*, 1992.

³² À travers les notions d'élites, d'aménageurs, de dirigeants, de gouvernés, de pouvoirs publics, de gouvernants, de populations ordinaires, j'entends non pas différents groupes sociaux indistincts et homogènes, mais des catégories sociales au sein desquelles naviguent les individus et au travers desquelles ils sont identifiés ou s'identifient en fonction des configurations sociales et de pouvoir. Il faut plus y voir des « personnages » que des groupes sociaux à proprement parler.

³³ Guillaume, 2001, 331.

d'autre part, un désintéret apparent des dirigeants politiques et économiques par rapport aux conditions de vie des « parias urbains³⁴ ».

À titre d'exemple, on peut mentionner une anecdote rapportée par Andrew Hake, qui relate une scène à laquelle il a assisté au Kenya dans les années 1970 et qui permet de saisir cette relation de détachement des élites urbaines vis-à-vis des conditions de vie des populations. Un responsable public à qui l'on demandait s'il savait ce que devenaient les populations déguerpies de la ville répondait : « ils s'en vont » (« *they go away* ») sans autre forme de procès, témoignant ainsi de son ignorance, sinon de son indifférence, quant aux conditions de vie des populations déguerpies et expropriées³⁵. On peut aussi penser aux déguerpissements menés par les autorités ivoiriennes à partir de décembre 2023 dans la ville d'Abidjan et dans plusieurs autres villes du pays. En vue de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2023 qui s'est jouée entre janvier et février 2024, le gouverneur du district autonome d'Abidjan a lancé, de force, des opérations de démolition des logements et des commerces construits en bordure des routes et des autoroutes sur différents sites comme l'Espace Opéra aux Deux Plateaux, le Pain Brochette en Zone 4, le marché Djè Konan, la gare de taxi intercommunale au carrefour La Vie, Cocody-chevaux, Korhogho, Boribana, Mossikro, Banco, le quartier Gesco à Yopougon et l'espace de restauration et de divertissement appelé « Pourri Pourri » à Yopougon, etc.³⁶. Justifiées par des impératifs d'embellissement et de « lutte contre l'insalubrité urbaine », ces évictions ont entraîné de nombreuses conséquences auxquelles les pouvoirs publics n'ont accordé que très peu d'intérêt : de nombreux enfants, femmes et hommes ont perdu leurs maigres moyens de subsistance et leurs logements, dormant à la belle étoile, ayant parfois pour seul abri le Quatrième pont, sous lequel ils sont restés pendant des semaines et des mois, bravant soleil, famine, pluie et moustiques, et se nourrissant de la charité des passants et des dons de certains bons samaritains³⁷. Ce cas peut être mis en parallèle avec une expulsion qui a eu lieu au Cameroun le 25 avril 2024 dans la ville de Yaoundé. Accusées d'arriérés de paiement de leurs loyers, alors qu'elles disent avoir été arnaquées par des agents travaillant au sein ou sous couvert du ministère en charge de l'Habitat à qui elles ont toujours payé leur loyer, 120 familles ont été expulsées des logements sociaux d'Olembé et dorment dehors avec des enfants en bas âge ou scolarisés. Le journal *Mutations* a pu enquêter auprès de ces familles qui ont notamment déclaré :

Nous dormons dehors depuis une semaine. Avec les moustiques et le froid, je ne sais plus comment faire avec ces enfants. Certains commencent déjà à tousser. Bientôt ce sera le palu. Dieu seul sait combien de temps il nous reste à vivre ici. On nous chasse comme si on était des voleurs. Pourtant on a été arnaqué par une personne qui est libre.

J'évite l'humidité. Si les enfants dorment de cette façon, ce sera dangereux pour leur santé. J'ai une technique pour attacher la moustiquaire pour les épargner des piqûres de moustiques... je dors dans mon canapé là-dehors. Je porte un pantalon avec des chemises longues manches. La nuit, parfois nous brûlons des cartons, et la fumée qui s'en dégage chasse les moustiques.

Imaginez-vous que vous voulez vous changer. J'ai une grande fille. Elle a de la peine à se changer quand elle veut aller à l'école. C'est invivable.

C'est donc « dans l'indifférence totale des autorités³⁸ », souligne *Mutations*, que ces familles vivent dans des conditions précaires dans la capitale politique du Cameroun.

Ces trois exemples font naître le sentiment que les élites politiques délaissent et méprisent les populations locales, renforçant ainsi l'idée d'une séparation nette entre « nous » et « eux », prégnante au sein de

³⁴ Pour reprendre l'expression de Wacquant (2006 [2005]).

³⁵ Hake, 1977, 111.

³⁶ Plusieurs médias locaux et pages Facebook ivoiriennes, ainsi que des médias étrangers comme Brut ont relayé ces informations en temps réels.

³⁷ « Côte d'Ivoire : après le déguerpissement de Boribana, ils dorment à la belle étoile sous le pont, voie coupée dans le sens Plateau-Attécoubé en cas de pluie », *Koaci*, 11 avril 2024, URL : https://www.koaci.com/article/2024/04/11/cote-divoire/societe/cote-divoire-apres-le-deguerpissement-de-boribana-ils-dorment-a-la-belle-etoile-sous-le-pont-voie-coupee-dans-le-sens-plateau-attecoubé-en-cas-de-pluie_177147.html, consulté le 29/05/2024.

³⁸ « Camp Sic Olembé. Des familles expulsées dorment à la belle étoile », *Mutations*, n° 6061, vendredi 3 mai 2024, p. 5.

nombreuses sociétés africaines³⁹. Cependant, ces moments de distanciation et d'indifférence des élites urbaines vis-à-vis du reste du corps social ne sont pas essentiellement le signe d'un manque d'empathie ou d'une déconnexion complète avec la société urbaine. Non seulement parce qu'elles y vivent aussi – foulant parfois les mêmes routes défectueuses, respirant la même poussière, passant par les mêmes avenues inondées et nids-de-poule, certes avec des aménagements particuliers que ne connaissent pas les gens ordinaires qui sont plongés dans ces réalités quotidiennes jusqu'au cou –, mais surtout parce que ces attitudes sont des traces de manières spécifiques d'intervenir en ville, de la gouverner d'une certaine façon.

Aux côtés des dispositifs et des outils de planification qui sont déployés pour agir sur la ville (plans directeurs, programmes de logements et de villes nouvelles, plans d'occupation du sol, projets d'amélioration des bidonvilles, actions de prévention des inondations, etc.), de nombreux exemples du quotidien et faits d'actualités suggèrent l'existence d'un urbanisme de l'après-coup qui laisse prospérer le « désordre » urbain jusqu'à ce que surgisse l'événement intempestif ou le drame qui fait vibrer la toile du pouvoir et attire son attention. Par exemple, en octobre 2023, l'éboulement tragique des terres de Mbankolo (Cameroun), ayant causé près de 30 morts, a suscité émois et élans de solidarité, et a donné lieu à une forte mobilisation du gouvernement, des autorités locales, des acteurs de l'opposition et des internautes sur les réseaux sociaux. Et pourtant, la disposition des habitations et les risques d'éboulement dans cette zone sautaient aux yeux pour quiconque passait par Mbankolo. Pour ne citer que des exemples camerounais, aussi bien la tragédie d'août 2021 survenue à Fouban que les glissements mortels à Yaoundé en octobre et novembre 2022, sans compter les éboulements qui ont eu lieu dans la ville de Bafoussam en tuant plus de 40 personnes en 2019, présentaient déjà des signes avant-coureurs qui n'étaient pas méconnus des autorités urbaines. Mais ce n'est qu'après l'avènement du drame que les pouvoirs publics se sont déployés sur ces sites pour porter assistance aux victimes. On peut également mentionner le cas du site de Msimbazi dans la ville de Dar es Salam en Tanzanie qui, bien que connu pour être une zone à risque en 1968, a vu affluer de nombreuses personnes qui l'ont progressivement occupé sans aménagement spécifique et avec l'assentiment des autorités urbaines qui n'hésitaient pas à prélever des taxes sur les activités des habitants et même à distribuer des titres fonciers. Mais, là aussi, ce n'est qu'après l'inondation de 2011 ayant coûté la vie à près de 50 personnes que le gouvernement tanzanien a décidé de « déguerpir » les populations et, avec le soutien de la Banque mondiale, d'adopter un programme de réaménagement de la zone de Msimbazi. Tous ces exemples montrent que, *dans bien des cas*, les pouvoirs publics n'agissent, n'interviennent et ne prennent des mesures d'urbanisme qu'après la survenue d'un événement que l'on savait pourtant prévisible ou inéluctable. Les mécanismes de cette forme d'aménagement urbain sont ainsi faits que ce n'est qu'après coup que l'on découvre « subitement » et fustige les constructions illégales, que l'on organise des tournées administratives pour sensibiliser les populations sur le danger que représentent leurs constructions sans leur proposer d'alternatives durables, que l'on établit des échelles de responsabilités : sanctions de fonctionnaires soupçonnés d'avoir délivré des titres fonciers sur des espaces non constructibles, accusations à l'encontre des populations « irresponsables », accusation à l'encontre des autorités urbaines elles aussi « irresponsables », dénonciation de la corruption qui règne pour la délivrance des autorisations de construire ou des titres fonciers, évictions sans dédommagement proportionnel des habitants des zones à risque, etc.

Cet urbanisme de l'après-coup informe l'existence d'un urbanisme du ponctuel ou du « temporaire⁴⁰ » que l'on peut généralement observer lors de visites diplomatiques ou de l'organisation d'importants événements internationaux⁴¹. Pour ces occasions, les autorités urbaines envisagent souvent des solutions et interventions « cosmétiques », en demandant par exemple aux habitants de sarcler les devantures des maisons et de la voie publique ou d'embellir les façades extérieures des constructions situées en bordure des axes routiers. Cette pratique existe depuis l'époque coloniale et s'accompagne souvent de violences et de contrainte physique.

³⁹ Sur la société nigériane par exemple, on peut se référer à Peil (1991). Sur la même problématique, c'est la lecture d'un texte sur un tout autre contexte, non urbain, qui m'a inspiré (Fourchard et Kayode Sikiru, 2023).

⁴⁰ Pour une analyse de la temporalité dans la fabrique contemporaine des villes, voir Ferreri, 2015, 2021.

⁴¹ Voir Nguema, 2014.

Par exemple, lors de la préparation du Sommet France-Afrique qui devait se tenir au Cameroun en 2001, certains habitants ont été enlevés de force de plusieurs villages par l'administration territoriale pour être conduits sur l'axe routier Mbalmayo-Yaoundé afin d'en nettoyer les abords, le président Biya et d'autres personnalités étrangères devant y passer⁴². De même, l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en janvier 2022, la visite du président français Emmanuel Macron en juillet de la même année et l'organisation en Côte d'Ivoire de la CAN 2023, qui s'est jouée entre janvier et février 2024, ont donné lieu à des destructions de constructions, boutiques et commerces « illégalement » installés en bordure des voies menant aux lieux où devaient se rendre les officiels. Mais une fois le temps de l'événement passé, les mêmes illégalités ont réinvesti les rues.

Insistons sur le cas de la CAN 2021 à Yaoundé pour y voir clair. Début novembre 2021, les petits commerces qui encombrant souvent le carrefour Messassi et la route qui mène à Nksoza ont été « cassés », selon l'expression consacrée, par la communauté urbaine, alors qu'ils y ont été installés, pour la plupart, au su et au vu des autorités municipales, qui perçoivent d'ailleurs des impôts sur leurs activités « informelles ». Il en a été de même pour les taxis. Un observateur habitué de la capitale sait que les taxis de ville sont très souvent sales et non conformes aux dispositions légales. En prélude de la CAN 2021, le maire de la ville avait indiqué aux conducteurs de taxi que, dès le 13 novembre 2021, ses agents veilleraient au fait que leurs véhicules soient « propres » et en bon état sous peine de sanctions telles que prévues par la loi. Tout comme celle qu'il avait lancée en 2020 en pleine pandémie du Covid-19, cette injonction du maire a été suivie d'une importante mobilisation de la police municipale sur certains axes routiers de la capitale. Les « fous » – c'est-à-dire les gens souffrant de maladie mentale qui sont, au quotidien, abandonnés à leur propre sort, dormant dans la rue et se nourrissant d'ordures ou des fruits de la mendicité, sous le regard des autorités publiques et, aussi, sous celui tantôt amusé, tantôt effrayé, tantôt attristé des populations « normales » – furent encadrés : pour ne pas donner une mauvaise impression, les fous identifiés furent pris en charge dans des lieux d'enfermement. Mais, dès que la CAN 2021 fut achevée, tous ces « refoulés » (commerçants informels, taxis sales et malades mentaux) firent leur retour.

Ainsi, les responsables des villes africaines déploient des modes de gouvernement qui se tissent à la façon dont une araignée appréhende ses proies et son environnement, c'est-à-dire non pas de façon proactive, mais au fur et à mesure et en fonction de l'intensité des « signaux » exprimés par son milieu environnant. Ne connaissant pas la réalité en tant que telle, l'araignée a pour réalité effective le son ou le signal émis sur sa toile. Surtout, pour que ce son lui parvienne en tant que tel, pour qu'il capte son attention et la fasse agir en conséquence, tout dépend de l'intensité des vibrations des signaux émis et de leur rayonnement sur la toile. Parlant de cet univers des signaux inhérent à la « stratégie de l'araignée », Deleuze explique :

Chaque fois qu'il y a croyance, cela veut dire qu'il y a réception d'un signal et réaction à ce signal. En ce sens, l'araignée croit, mais elle ne croit qu'aux vibrations de sa toile. Le signal, c'est ce qui fait vibrer la toile. Tant que la mouche n'est pas dans la toile, l'araignée ne croit absolument pas à l'existence d'une mouche. Elle n'y croit pas. Elle ne croit pas aux mouches. En revanche, elle croit à tout mouvement de la toile, si minuscule soit-il, et elle y croit comme à une mouche. Autrement dit, un objet n'existe que s'il est pris dans la toile... que s'il émet un signal qui fait bouger la toile, qui la fait bouger dans l'état où elle se trouve à ce moment-là⁴³.

En bref, « une araignée, ça n'est bon à rien, ça ne comprend rien, on peut mettre sous ses yeux une mouche, elle ne réagit pas. Mais dès qu'un petit coin de sa toile se met à vibrer, la voilà qui bouge, avec son gros corps. Elle n'a pas de perceptions, elle n'a pas de sensations. Elle répond à des signaux, un point c'est tout⁴⁴ ». Telle est la théorie deleuzienne de l'araignée, qui elle-même est inspirée d'une vieille tradition biologiste⁴⁵.

À quelques différences près, il en va de l'araignée comme il en va du planificateur de la ville en Afrique. En effet, c'est sensiblement de la même façon que les autorités des villes africaines s'intéressent parfois aux

⁴² Voir le témoignage de Mongo Béti dans Bissek (2005, 412-413).

⁴³ Deleuze, 2003, 45-46.

⁴⁴ *Ibid.*, 31.

⁴⁵ Sur l'affiliation de la théorie deleuzienne de l'araignée à la tradition biologiste de Jacob von Uexküll, voir Goetz, 2007.

problèmes urbains et aux populations urbaines et à leurs besoins. L'attitude de détachement des autorités et des élites urbaines n'implique donc pas une déconnexion totale de la réalité urbaine. Autant l'urbanisme de l'après-coup que l'urbanisme du ponctuel suggèrent que l'on est bien en présence d'un style de gouvernement se limitant au temps de l'événement, de l'événement qui rayonne, qui compte et qui capte l'attention. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'asymétrie territoriale dans l'aménagement urbain du territoire national ou d'une seule et même ville. Par exemple, la vaste opération de déguerpissement qui a eu lieu à Abidjan en vue de l'organisation de la CAN 2023 a ciblé les espaces situés en bordure des autoroutes et des voies devant mener les officiels aux stades. Mais à chaque fois, la même rhétorique prévalait : si les « encombrements humains⁴⁶ » situés à l'entrée d'Abidjan ou sur les grandes voies des communes menant vers les stades étaient visés, tout le reste, se situant à l'intérieur des quartiers et des sous-quartiers et des voies secondaires, n'était guère « inquiété » par les bulldozers, l'insalubrité et l'habitat à risque pouvant continuer d'y régner. En effet, ces zones internes n'ont pas encore suffisamment fait vibrer la toile du pouvoir, qui vibre en raison soit d'un drame manifeste, soit d'un événement qu'on prépare, soit pour des projets d'embellissement de la ville, ou encore pour aménager un espace propice aux investissements capitalistes.

Cet agir-araignée n'est pas le signe de pouvoirs publics inefficaces, faillis ou totalement déconnectés de la société urbaine. Au contraire, il renferme un ensemble de manières asymétriques de gouverner et de gouverner la ville en fonction de l'intensité des signaux, des objectifs politiques, des intérêts économiques et des moyens disponibles⁴⁷. De fait, il s'agit toujours « de faire apparaître un certain niveau où l'action de ceux qui gouvernent est nécessaire et suffisante. Ce niveau de pertinence pour l'action d'un gouvernement, ce n'est pas la totalité effective et point par point des sujets, c'est la population avec ses phénomènes et ses processus propres⁴⁸ ». En l'occurrence, on reconnaît là une pratique de gouvernement chère à Michel Foucault, qu'il désignait par le terme de « pertinisation » et qui se traduit par des techniques de gouvernement qui ne visent pas à faire disparaître le problème pris en charge, mais à l'entretenir, à le juguler en développant des réponses obliques, temporaires, ajournées, latérales, différées, dilatoires et au compte-goutte⁴⁹. Même indéfinies, incomplètes et inachevées, ces réponses permettent au pouvoir de gouverner en feignant une tolérance vis-à-vis des couches démunies, en se montrant présent dans l'espace urbain, en promettant toute une « plage des songes et [d]'insensé[s] réveil[s]⁵⁰ », en sanctionnant *ex post* les fonctionnaires coupables de magouilles foncières, en entretenant un flou permanent sur les responsables de la politique générale de la ville (qui est menée, non sans brouillages, par les maires d'arrondissement, les maires de la ville, les autorités administratives, différents départements ministériels et organismes techniques et, même, la présidence). Ainsi, les pouvoirs publics s'accommodent d'une situation où on n'intervient qu'après la survenue événement important considéré comme tel parce qu'il fait « vibrer la toile » du pouvoir.

LE SILENCE DES POPULATIONS ORDINAIRES : POLITIQUE DE L'OUBLI ET JEUX DE POUVOIR EN VILLE

On peut donc parler de « devenir-araignée » des modes de gouvernement des villes africaines qui, tout en traduisant un certain détachement des élites vis-à-vis des populations ordinaires, consiste précisément à intervenir en fonction de l'intensité et du rayonnement de certaines situations et conditions de vie urbaines. Mais les élites ne sont pas les seuls sujets détachés des villes africaines. Au sein des populations ordinaires, on observe également des moments de détachement par rapport à la ville et aux conditions urbaines qu'elles vivent. L'une des manifestations de ce détachement prend généralement la forme de l'oubli par les habitants ordinaires de ces villes des inégalités entre eux et ceux qui les gouvernent, de la désagrégation de la ville ou des façons dont les pouvoirs publics interviennent sporadiquement en ville et se soucient peu de leurs

⁴⁶ Collignon, 1984.

⁴⁷ Voir Hibou, 2015.

⁴⁸ Foucault, 2004b, 68.

⁴⁹ Ce mode de gouvernement renvoie clairement au « laisser-aller » de Michel Foucault et qui a été analysé à partir de situations contemporaines dans Hibou (2011).

⁵⁰ Césaire, 1983.

conditions de vie. Face à tout cela, ils n'expriment que très rarement leur désapprobation et leurs mécontentements. Le poète Aimé Césaire en avait saisi la teneur à l'époque coloniale. Dépeignant ce qu'il appelait alors la « ville inerte », il constatait que « cette foule criarde [était] si étonnamment passée à côté de son cri comme cette ville à côté de son mouvement, de son sens, sans inquiétude, à côté de son vrai cri, le seul qu'on eût voulu l'entendre crier parce qu'on le sent sien lui seul ; parce qu'on le sent habiter en elle quelque refuge profond d'ombre et d'orgueil, dans cette ville inerte, cette foule à côté de son cri de faim, de misère, de révolte, de haine, cette foule si étrangement bavarde et muette. Dans cette ville inerte, cette étrange foule qui ne s'entasse pas, ne se mêle pas ; habile à découvrir le point de désencastration, de fuite, d'esquive⁵¹ ».

Bien entendu, cela ne signifie pas que les populations ordinaires ne prennent pas des initiatives pour changer elles-mêmes le visage de la ville ou qu'elles ne se mobilisent pas pour exiger des autorités une intervention plus affirmée dans la production des équipements urbains⁵². Il arrive alors que les populations engagent des mouvements d'insurrection et révolutionnaires pour revendiquer un « droit à la ville⁵³ ». Ce fut le cas, début août 2024, des marches dans de nombreuses villes nigérianes dénonçant la « mal gouvernance ». Ce fut également le cas, juillet 2024 en Côte d'Ivoire, de l'opposition des habitants du village d'Adjamé contre le projet de déguerpissement de leur site, ayant conduit à l'incendie des bulldozers du gouverneur de district d'Abidjan. Mais, à côté de ces capacités d'action et marges de manœuvre, on note aussi souvent une attitude de détachement et d'indifférence des habitants quant à leurs propres conditions dans la ville qui, pourtant, suscitent des mécontentements. De sorte que s'il leur arrive de dénoncer cette ville concrète qu'elles fuient parfois, ce n'est que très souvent dans le « maquis privé de [leur] vie⁵⁴ ». De fait, on assiste parfois à un investissement des populations urbaines dans une forme apparente de contentement naïf et total, avec pour toile de fond des visages heureux qui, cependant, traduit le plus souvent l'existence d'« une vieille vie menteusement souriante, [d]es lèvres ouvertes d'angoisses désaffectées ; une vieille misère pourrissant sous le soleil, silencieusement ; un vieux silence crevant de pustules tièdes⁵⁵ ».

Le Cameroun fourmille d'exemples de cette absence de désapprobation générale des conditions concrètes des villes. Par exemple, dans *Temps de chien*, le romancier Patrice Nganang use d'un mécanisme de personnification en prêtant au narrateur Mboudjak, un chien, les traits d'un habitant ordinaire de la capitale camerounaise. Et quand ce dernier se promène à travers les bidonvilles de la capitale, il est frappé par « la plus grande poubelle de Madagascar » et, même s'il la trouve nauséabonde, il s'en accommode et en fait un lieu de volupté : « Je me couchais carrément dans les senteurs, dans l'infinie chanson des mouches⁵⁶. » De même, dans le domaine de l'habitat urbain, les sujets de mécontentements ne manquent pas au Cameroun : inégalités d'accès au foncier, aux logements sociaux, défauts de paiement des entrepreneurs dans le cadre des marchés publics, rackets administratifs, déguerpissements et expropriations « injustes » et sans indemnisations, etc. Mais, pour chacun de ces sujets de mécontentements, les populations urbaines camerounaises brillent par leur mutisme saisissant⁵⁷. On peut le noter si l'on prend pour exemple le glissement de terrain survenu dans la localité de Mbankolo (Yaoundé) qui, on l'a dit, a coûté la vie à près de 30 personnes en octobre 2023. Alors que les traces de cet éboulement demeurent présentes dans la vie quotidienne des survivants – traumatisme post-glissement, dépaysement, citoyens sans toit ou, pour les plus « chanceux », résidant dans des demeures de fortune établies par les pouvoirs publics sans eau, sans électricité, condamnés à vivre dans une incertitude permanente et avec la promesse hypothétique de lendemains meilleurs –, on constate que la pluie des commentaires sur les réseaux sociaux et la multitude de débats télévisés qui ont essaimé à l'occasion de cette catastrophe semblent avoir complètement disparu.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Fouquet et Goerg, 2018.

⁵³ Lefebvre, 1968, 1972 ; Harvey, 2015 [2012].

⁵⁴ Mbembe, 2000, 152.

⁵⁵ Césaire, 1983.

⁵⁶ Nganang, 2001, 150.

⁵⁷ Belinga Ondoua, 2024.

Comme si tout était rentré dans l'ordre du côté de Mbankolo. Comme si la tragédie avait été sublimée par les populations. Comme si l'on avait décidé de passer à autre chose et d'oublier. C'est ce qu'on peut appeler une politique de l'oubli, c'est-à-dire une disposition d'esprit qui, en définitive, amène les gens ordinaires à s'accommoder de la situation concrète des villes et à oublier en permanence les fâcheuses conséquences des éboulements, des inondations, de l'état accidenté des voiries, des immondices, de l'insécurité grandissante, du chômage ambiant, des embouteillages, des bâtiments qui s'écroulent, des coupures récurrentes d'électricité et d'eau courante, etc.

Cette façon d'oublier en permanence n'est ni une disposition naïve, ni un geste de subordination des populations ordinaires, mais la résultante de rapports ambivalents de force, de pouvoir, avec les autorités urbaines et la ville. Ces rapports peuvent être caractérisés par la fuite, par la terreur et par la négociation. D'une part, à travers l'oubli, les populations cherchent des moyens d'échapper aux difficultés que représentent les injustices et les inégalités qui jalonnent la vie quotidienne. L'oubli des conditions concrètes de la ville se traduit par une attitude où les populations ordinaires s'abandonnent à plusieurs formes de jouissances (baiser, rire, boire) pour esquiver, fuir et s'échapper des conditions difficiles de la vie urbaine. Évidemment, comme l'a montré la production romanesque africaine, la jouissance peut être un vecteur d'attachement à la ville, un facteur d'exode rural. C'est précisément parce qu'ils ne retrouvent pas les mêmes loisirs et libertés au village que les personnages du roman *Le Sang des masques* s'adonnent à toutes formes de pratiques sexuelles et trouvent dans la ville le lieu par excellence pour les réaliser. Zantigui affirme même : « Hé, la ville est bien ! On peut y faire ce que l'on veut avec les femmes. Pas un vieux à vous maudire, pas de jeunes sots à vous conspuer, à vous exclure de leur groupe [...]. On parle des femmes. Il y en a à tout moment, jour et nuit, belles et expertes hé ! Quand elles vous tiennent ! Elles en savent des choses⁵⁸. » Mais il y a aussi des moments où, justement, on baise, on rit, on boit pour oublier les tracasseries quotidiennes, pour oublier la ville concrète, pour s'en dépendre. C'est ce dont rend parfois compte l'écriture minimaliste de Calixthe Beyala quand elle parle de transgression sexuelle en ville : « Cul. Billet. Fesse », qui traduit elle-même un rapport minimaliste, sinon liminal, à l'espace urbain⁵⁹. C'est aussi dans ce sens qu'il faut comprendre la production de la dérision et de la caricature face à des situations pourtant révoltantes comme les détournements de deniers publics lors de la lutte contre le Covid-19 au Cameroun en 2020⁶⁰. C'est enfin dans ce sens qu'il faut entendre le rôle de l'alcool consommé « à la ville comme à la campagne », et au sujet duquel « les gendarmes comme les gangsters, les civils même les militaires sont tous unanimes » sur le fait qu'il fait vivre « sans sourciller⁶¹ ». C'est donc l'oubli comme échappatoire, comme distanciation, comme contournement, comme « ligne de fuite », au sens de Deleuze du terme.

D'autre part, l'oubli des situations « d'injustice » en ville est la résultante de jeux de pouvoir en situations autoritaires. En effet, il peut traduire l'existence d'une disposition attentiste propre aux populations urbaines face à l'illisibilité des responsabilités des autorités urbaines. On l'observe le plus souvent lorsque les populations déguerpies ou les petites entreprises mécontentes expriment leur difficulté à établir l'identité des responsables en charge d'une opération de déguerpissement ou du paiement de leurs prestations. Impuissantes face à cette « surpopulation institutionnelle⁶² », elles préfèrent abandonner et oublier leurs revendications et indignations⁶³. Cet abandon peut également être dû à la violence ou à la menace de la violence instillée par les pouvoirs publics contre des initiatives populaires en ville. Certes, dans la plupart des cas, la « décharge⁶⁴ » des services sur les habitants et les acteurs associatifs constitue un mécanisme de redéploiement de l'État souhaité par les autorités urbaines pour l'aménagement de la ville. Mais, dans certaines situations particulières, la possibilité de procéder à cette décharge est bloquée ou contournée quand

⁵⁸ Badian, 1976, 33.

⁵⁹ Vokeng Ngnintedem, 2019, 54.

⁶⁰ Mbassi, 2021.

⁶¹ Paroles extraites de la chanson « Odontol » (1990) de Donny Elwood. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=DYYAjNaxXVI> (consulté le 16/11/2024).

⁶² Foni Fouth Kinie, 2018.

⁶³ Blot et Spire, 2014.

⁶⁴ Hibou, 1998, 1999a, 1999b.

elle implique des enjeux partisans et politiques très importants. Au Cameroun, par exemple, la construction de logements sociaux alternatifs est soumise au contrôle des autorités urbaines qui, généralement, la perçoivent comme une « menace » pour l'hégémonie de l'État en matière de production de l'habitat social. Par conséquent, malgré leur bonne volonté, les acteurs associatifs sont souvent obligés de faire profils bas⁶⁵. Ce même esprit de contrôle frappe le secteur des routes et de la voirie urbaine qui ne peuvent être aménagées ou réhabilitées que par l'État et les collectivités locales sous peine d'amendes et de sanctions pénales⁶⁶. C'est la raison pour laquelle de nombreuses routes interurbaines et voiries urbaines peuvent rester longtemps jonchées de nids-de-poule sans que la population ne puisse rien faire, non pas par manque de volonté mais pour éviter de subir les foudres du pouvoir. La même logique prédomine parfois en matière d'hygiène et de salubrité. En 2020 par exemple, alors qu'ils entreprenaient d'assainir les rigoles et de ramasser les poubelles dans la ville de Yaoundé, des partisans du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) – principal parti de l'opposition au Cameroun – ont été arrêtés arbitrairement et dispersés par les forces de l'ordre qui voyaient dans ce geste du MRC une intention de troubler l'ordre public⁶⁷. Dès lors, si les populations urbaines semblent souvent oublier la dégradation des routes et de la voirie urbaine, si elles paraissent des fois insensibles et silencieuses face à l'accès inégal aux logements décentes ou à la présence d'immondices dans la ville, c'est parfois dû à un pouvoir paranoïaque qui cherche à tout prix à préserver l'image d'une nation unie et homogène dirigée par un État « protecteur » et « responsable⁶⁸ ». C'est l'oubli comme expression de la violence du pouvoir.

Enfin, derrière le geste de l'oubli, se trament des formes de « participation à la domination⁶⁹ ». En effet, on a parfois l'impression que les populations urbaines applaudissent et participent à cette situation avec leur corps tout entier. Elles y participent plus exactement avec leurs bouches et leurs pieds, en magnifiant l'action des gouvernants à travers des chants et des danses lors de diverses cérémonies (élections, mariages, baptêmes, funérailles, inauguration d'une route, d'un pont, d'un immeuble, nominations⁷⁰). Elles y participent aussi avec la sueur de leurs fronts, de leurs mains, de leurs fesses (en échangeant les bénéfices de leurs récoltes, de leurs initiatives et de leur travail contre des prestations censées être gratuites et publiques). C'est ce qui s'est par exemple produit lors du lancement, en 2009, de la mise en œuvre du programme participatif d'amélioration des bidonvilles au Cameroun (PPAB), et notamment dans un bidonville de Yaoundé. Ainsi, agrémentée des chants et des danses des populations riveraines, du bain de foule des autorités urbaines, cette cérémonie fut accompagnée de youyous lancés par toute un groupe de militants euphoriques célébrant la « magnificence » du Président Biya alors même que l'on savait que les fonds dudit programme étaient insuffisants et que le programme lui-même n'était pas assez ambitieux pour relever le défi que représentait la régularisation foncière des bidonvilles⁷¹. Cette foule qui s'extasie avec frénésie au Cameroun a également été présente lors de l'inauguration de panneaux de signalisation dans les villes de Bangangté (2015), Ebolowa (2021) et Sangmélina (2021) qui n'ont rien résolu aux problèmes de circulation dans ces villes, qui, pour la plupart, ne fonctionnent plus aujourd'hui, et qui ont néanmoins donné lieu à des chants et des danses en l'honneur de l'action des maires⁷². C'est aussi ce que l'on a constaté lors de la distribution du « don présidentiel » de 2 milliards de francs CFA aux communes urbaines et rurales du Cameroun lorsqu'en 2020 la pandémie du Covid-19 était à son paroxysme – un don au demeurant insuffisant et dérisoire au regard de la démographie mais qu'il a fallu célébrer comme un acte de magnificence de M. Biya⁷³. De même, à

⁶⁵ Belinga Ondoua (2025, à paraître).

⁶⁶ C'est l'explication qui m'avait été donnée au sujet des nids-de-poule à Yaoundé et de l'état dégradé de la route menant à Yokadouma. Observations de terrain, Yaoundé et Yokadouma, Cameroun, 2020-2021.

⁶⁷ Observations de terrain, Cameroun, 2020.

⁶⁸ Loraux, 2005.

⁶⁹ Hibou, 2011.

⁷⁰ Peil (1991, 45-65) le montre très bien pour le cas du Nigeria.

⁷¹ Belinga Ondoua, 2018a, 2018b.

⁷² Observations de terrain, Cameroun, 2021 et 2022.

⁷³ En effet, dès le 20 avril 2020, le « don spécial » est « gracieusement » redistribué par le ministère de l'Administration territoriale, à travers les gouverneurs, les préfets et les sous-préfets des régions, des départements et des villes du pays. Toute une campagne est mise en place et une banderole est produite spécialement pour l'occasion : « DON SPÉCIAL DE S.E. PAUL BIYA AUX 360 ARRONDISSEMENTS DU CAMEROUN. DU JAMAIS VU ».

plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion d'assister à des échanges entre des usagers et des adjoints de sous-préfectures et de préfectures à Douala et à Yaoundé. Ces échanges portaient sur le « pourcentage » requis par l'autorité administrative en échange de son autorisation pour des transactions banales dans le port de Douala ou pour le transport de camions de gravier en vue d'un projet de construction en ville. Sur le cas spécifique du camion de gravier, j'ai entendu un usager promettre à l'adjoint d'une sous-préfecture de Yaoundé qu'à défaut de pouvoir lui donner de l'argent liquide, il lui verserait gratuitement un camion de gravier⁷⁴. Toutes ces « transactions indéfinies⁷⁵ » relèvent moins d'une incurie généralisée que d'une pratique du pouvoir qui se nourrit du grotesque en transitant par la politique du ventre⁷⁶ et les « dépendances mutuelles⁷⁷ » afférentes. C'est l'oubli comme lieu de négociation du pouvoir.

Bien que spécifiques au Cameroun à plusieurs égards, ces cas concrets permettent de rendre compte de la complexité des situations de silence et des conditions d'existence dans la ville contemporaine. De fait, quelquefois, s'il rit, baise ou s'enivre pour oublier, pour parler d'*autres* choses que des malheurs de la ville qui le touchent directement, l'homme ordinaire n'est pas un malade ou un homme déconnecté de la société urbaine, mais quelqu'un dont l'oubli informe la « plasticité⁷⁸ » des rapports de pouvoir. En clair, le geste de l'oubli n'est pas qu'une manière de s'échapper du pouvoir et du contrôle, mais c'est aussi le lieu même de sa (re)production. En un sens, l'oubli navigue entre réceptacle et destruction du pouvoir, entre surgissement et évanouissement de l'autorité, entre domination et échappatoire. Tout en s'échappant des griffes du pouvoir, tout en le contournant, il joue avec lui, avec ses signes, ses symboles, ses artifices. C'est un geste politique qui, tout à la fois, renferme une certaine connaissance du milieu et énonce une certaine conception du rapport des autorités urbaines aux gens ordinaires. En effet, il atteste, d'une part, de leur connaissance du milieu, de ses contraintes et des rapports de force qui sont défavorables aux gens ordinaires, et il dit, d'autre part, de façon très explicite mais loin des raies du pouvoir, leur misère, leur souffrance et le mépris avec lequel ils sont parfois traités.

LA DESINVOLTURE FACE A LA VILLE INSTITUEE : « JE TRANSGRESSE, DONC JE SUIS »

Mais l'oubli n'est pas la seule forme de détachement chez les populations urbaines. On peut mentionner une autre forme de détachement qui se déploie à travers les actes dits d'incivisme urbain et qui induit une tendance à se comporter de manière désinvolte dans la ville. Il s'agit en l'occurrence des manières de construire, de conduire et de se conduire dans la ville qui dénotent d'une certaine attitude je-m'en-foutiste. Ce sont, par exemple, la prolifération des constructions entreprises au mépris total des règles d'urbanisme, les nombreuses actions de non-respect du Code de la route ou encore les jets d'ordures sur la voie publique. Habitats informels, irrégularismes dans la conduite et « saleté » ambiante : telles sont quelques manifestations de la déliquescence de l'État et de l'obsolescence des règles urbanistiques doublées d'un *ethos* de l'incivisme chez les populations vivant dans ces milieux, qui seraient « oubliées⁷⁹ » par les pouvoirs publics.

Avant d'examiner concrètement ce qu'ils traduisent en termes de modes de gouvernement et de rapports à l'espace et au pouvoir, il faut insister sur le fait qu'il ne s'agit aucunement d'essentialiser ces actes d'incivisme et d'en faire des marqueurs « naturels » de la « culture de la pauvreté⁸⁰ » dans la ville africaine. Il n'est pas faux de relever le fait que le « bidonville », par exemple, constitue l'une des identités remarquables de l'urbanisation de nombreux pays du Sud⁸¹. Cependant, des chercheurs ont montré que, non

⁷⁴ Observations de terrain, Yaoundé, Cameroun, 2021.

⁷⁵ Foucault, 2004a, 15.

⁷⁶ Bayart, 2006 [1989] ; Mbembe, 2000.

⁷⁷ Hibou, 2006.

⁷⁸ Développé par Malabou (2005, 2007), le concept de « plasticité » réfléchit à la manière dont se perpétue ou subsiste le Sujet sous les événements disruptifs, les explosions, les ruptures, les destructions de la conscience. En un sens, c'est une ontologie de l'accident et un prolongement de la « déconstruction » derridienne. Je reprends cette idée ici pour souligner que l'oubli est certes une forme de détachement et donc de rupture et d'échappatoire, mais qu'il participe aussi à donner forme au pouvoir.

⁷⁹ Voir par exemple Bonnassieux, 1987 ; Latouche, 1991 ; Wells, 2011.

⁸⁰ Lewis, 1998 [1966].

⁸¹ Watts, 2005.

seulement, cette réalité n'est pas spécifique aux seuls espaces urbains africains⁸², mais, surtout, qu'il est nécessaire de considérer le bidonville comme un site ordinaire de pratiques, de vies et d'habitations⁸³. De plus, on sait que les notions de bidonvilles, d'habitats informels, d'habitats traditionnels ou de saleté ont toujours servi, depuis l'époque coloniale, de puissants vecteurs de domination, de légitimation de l'interventionnisme publique et d'exclusion. Par exemple, en faisant la distinction entre architecture traditionnelle et architecture moderne, entre habitat en dur et habitat traditionnel, la littérature coloniale de la ville visait à justifier les pratiques de ségrégation dans l'espace et à légitimer la mise en place d'un système d'urbanisme qui permettait d'instaurer des stratégies de surveillance, de contrôle et de discipline dans la perspective de la domination coloniale⁸⁴. De même, la notion de « taudis » a souvent constitué une notion stigmatisante employée par les acteurs publics locaux et internationaux pour justifier les déguerpissements massifs des populations⁸⁵. Enfin, l'idiome de la « saleté » a souvent servi à alimenter des représentations méprisantes et misérabilistes des villes africaines⁸⁶. En bref, les notions d'habitats informels, de taudis, de bidonvilles, de saleté, de désordre urbain ne sont pas neutres. Ce sont des classifications, des catégorisations, des épistémês dont le but est avant tout de servir d'outils de contrôle et de pouvoir dans les villes africaines. Il n'y a donc rien d'essentiel dans le taudis, le bidonville, la saleté ou le désordre urbain.

Mais, au-delà de ces logiques d'énonciation et de domination politiques, il y a aussi des attitudes je-m'en-foutistes au sein de la ville. Ces attitudes ne peuvent pas uniquement être attribuées aux gens ordinaires, mais aussi aux dirigeants et aux élites économiques, politiques, etc. C'est ainsi que des déchets peuvent s'entasser sur la voie publique des semaines, sans que cela ne gêne ni leurs producteurs, ni les services de ramassage des ordures des mairies, ni même les élites politiques et économiques qui habitent aux alentours ou qui « passent dans leurs véhicules sans réfléchir à cette situation⁸⁷ ». De la même manière, un soir de mars 2021, un automobiliste avait réussi à aggraver les embouteillages qui bloquaient déjà la circulation entre Emaná et Messassi, dans la ville de Yaoundé, en manœuvrant son véhicule en sens inverse, c'est-à-dire qu'il avait réussi à quitter sa voie (celle de Messassi-Emaná) qui était complètement bouchée pour se retrouver sur celle d'Emaná-Messassi tout en se dirigeant vers Emaná, empêchant ainsi les véhicules allant dans le sens normal (Messassi-Emaná) de circuler. Et lorsque des gens avaient cherché à lui faire comprendre qu'il agissait injustement et anormalement, il avait répondu qu'il s'en foutait. J'ai noté cet échange avec le conducteur du taxi dans lequel je me trouvais : « Moi, je veux aller là-bas au marché Etoudi, dit-il au taximan – D'accord, moi je ne bouge pas, lui répond ce dernier – *Ahka !*⁸⁸, on va donc rester là – Vous n'avez pas honte de faire ce que vous faites là ? - Foutez-moi le camp ! Vous savez qui je suis⁸⁹ ? »

Dans le domaine de l'habitat, cette désinvolture se traduit par une propension des locataires à ne pas payer les loyers mensuels convenus, et à manifester leur agacement ou leur refus au moindre rappel de paiement⁹⁰. Cela ne concerne pas uniquement les particuliers et le secteur de l'auto-construction, mais aussi les logements publics et résidentiels. Des structures étatiques comme la Société nationale d'investissement (SNI) ou la Société immobilière du Cameroun (SIC) recouvrent difficilement leurs loyers parce que les hauts cadres de l'administration publique qui occupent les résidences qu'elles louent mettent en avant leurs positions de

⁸² Nutall et Mbembe, 2005, 195.

⁸³ Roy, 2011.

⁸⁴ Báhna, 1964, 144 ; Njoh, 2009 ; Demmissie, 2012.

⁸⁵ Gilbert, 2007 2009.

⁸⁶ Dianzinga, 1985 ; Zoa, 1995.

⁸⁷ Commentaires d'un internaute se plaignant sur la page Facebook du lanceur d'alerte Nzui Manto au sujet du tas de déchets traînant et bloquant la voie publique dans le quartier Essos en face de la mairie de Yaoundé 5, 20 avril 2024. C'est également le cas dans le quartier Bonas (Yaoundé), dont une partie de la route est souvent bordée de déchets au vu et au su de tous, ou à Kinshasa, dont le Boulevard du 30 juin est souvent jonché de déchets.

⁸⁸ Interjection camerounaise qui a plusieurs sens, mais qui signifie ici « je m'en fous ».

⁸⁹ Observations de terrain, Tradex Emaná, Yaoundé, 23 mars 2021.

⁹⁰ Échanges informels avec un bailleur ayant des appartements à Sangmelima, SOA, 29 mars 2021. C'est la raison pour laquelle, afin de se prémunir de ces problèmes d'impayés, à Yaoundé, les bailleurs ont de plus en plus tendance à exiger le paiement de 6 à 12 mois de loyers, en plus du paiement de 1 ou 2 mois de caution, avant d'intégrer le logement. J'en ai fait moi-même l'expérience lorsque je recherchais un logement à Yaoundé. Observations de terrain, Yaoundé, 2020 et 2021.

pouvoir pour ne pas payer les loyers convenus⁹¹. Les agents de la SIC font face à de nombreuses difficultés dans le cadre des processus de recouvrement des loyers :

Il y a des gens qui ont plusieurs maisons SIC à la fois, soit dans la même ville, soit dans plusieurs villes... Il y a également des locataires qui sont parfois insolents et arrogants ; il y a des gens qui mettent des chiens... Un ancien chef d'antenne avait reçu un pilon sur la tête lors d'un contrôle, aujourd'hui là, la famille là est à Kodengui [nom de la prison centrale de Yaoundé]. Une jeune capitaine qui habite à Mendong a refusé de payer et nous a ouvertement dit qu'entre payer son loyer et son canal Sat, elle préfère payer son canal Sat... Il y a aussi des gens qui ont transformé les camps SIC sans l'aval de la SIC ; certains font des extensions, l'agent SIC prend ses petits 5 000 francs CFA et ferme les yeux [...], autant de situations que tu rencontres sur toute l'étendue du territoire⁹².

En partie constitués de hauts gradés et de hauts placés de l'administration publique, les locataires de la SIC appréhendent la descente des agents de recouvrement de loyers comme une « épreuve de force » et une « pression » incompatibles avec leur statut social de commandement et le sentiment d'impunité qui y est lié : « Dès que la SIC veut contrôler, ceux qui ont les longs bras l'empêchent de faire son travail. Tu vas dire quoi si même le DG [de la SIC] ne peut rien dire⁹³ ? » La SIC a essayé de remédier à ces face-à-face et incompréhensions en cherchant à prélever ses locataires à la source. En 2019, un recensement avait ainsi été effectué dans le but de demander les RIB à l'ensemble des locataires des camps SIC du Cameroun pour « permettre de faire des recouvrements à la source⁹⁴ ». « Mais la nouvelle équipe est moins regardante sur cet aspect pourtant très important si on veut résoudre le problème des impayés et de la sous-location⁹⁵. » Cette désinvolture est également observable à travers les relations entre la SIC et le gouvernement central. Une étude réalisée en 1974 révèle que depuis la fin des années 1960, pour les logements administratifs mis à sa disposition par la SIC, le gouvernement « est lent à effectuer les versements » avec parfois des retards allant de 6 à 10 mois. Cette étude révèle qu'au mépris des lois et en toute impunité, le gouvernement avait discrétionnairement décidé de payer à la SIC des loyers inférieurs à ceux qui avaient été convenus⁹⁶.

Ainsi, à différents niveaux, les rapports à la ville comme espace public sont caractérisés par une désinvolture qui n'est pas la manifestation d'une ville malade et d'habitants complètement déconnectés de celle-ci. Certes, quand il construit ou conduit comme il l'entend sur la voie publique, quand il refuse de payer les loyers, l'homme ordinaire ou l'homme de pouvoir de la ville africaine « se fout » littéralement de sa ville ou, du moins, de celle qui est envisagée par le planificateur. Ils se comportent parfois sans grande gêne, sans embarras pour son état et sans se préoccuper des plans du planificateur. La désinvolture est clairement une attitude de distanciation et de désarticulation entre les hommes, la ville et ses règles, ce qui constitue précisément l'affirmation de « normes sociales » spécifiques, c'est-à-dire un ensemble de « diverses régulations informelles, *de facto*, tacites ou latentes, qui sous-tendent les pratiques des acteurs ayant un écart avec les normes officielles⁹⁷ ».

Mais cette désinvolture ne traduit ni un incivisme à proprement parler, ni une désobéissance civile, ni une incivilité, mais bien plus un ordre de la transgression qui consiste en une démonstration de puissance et de souveraineté qui s'appuie sur la réalité ou la conscience d'une force qui permet à son détenteur de proférer des menaces, d'intimider ou de faire du chantage et, en somme, de se soustraire à la loi (urbaine). La désinvolture procède du sentiment d'être intouchable et irréprochable. C'est dans ce sens que certains particuliers peuvent compter sur leurs relations pour ne pas payer des loyers en ville, que certains locataires de la SIC, y compris le gouvernement lui-même, s'appuient sur leurs positions de pouvoirs et de tutelle au sein de la hiérarchie de la haute administration camerounaise, et que, pour sa part, le conducteur allant en

⁹¹ Entretien avec un cadre de la SIC et entretien avec une ancienne stagiaire à la SNI, Yaoundé, 2021.

⁹² Entretien avec un cadre de la SIC, Yaoundé, 16 mars 2021.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ Office de l'habitat, 1974, 77-78.

⁹⁷ Olivier de Sardan, 2021, 121, 2010 ; Bierschenk et Olivier de Sardan, 2014, 2019.

sens inverse en toute impunité compte moins sur sa force physique que sur ses réseaux de pouvoir quand il demande à ceux qui le blâment : « Vous savez qui je suis ? »

Dans chacune de ces situations, le rappel de la loi en matière de conduite ou de construction exacerbe l'adoption d'une posture de défi et d'audace du fait précisément d'un imaginaire induisant une incompatibilité entre commandement et respect de la loi. La soustraction à la loi et à la norme devient de fait le signe d'un privilège, d'une puissance, d'une liberté. Un peu comme si le fait de respecter la loi impliquait de ne plus pouvoir commander. C'est la raison pour laquelle, « dans la transgression de la loi, il y va du statut de celui qui transgresse, de sa place dans l'ordre social, dans la hiérarchie politique⁹⁸ ». C'est un espace de (dé)monstration des privilèges, des distinctions et hiérarchisations sociales et statutaires qui « en [font] moins un illégalisme qu'une exemption régulière⁹⁹ ». Le fait de respecter la loi reviendrait à accepter un ordre de soumission et à être relégué dans la « classe » des humiliés et des dominés. Les pratiques de la transgression se veulent alors l'expression d'un « marqueur » de différence sociale entre les dominés et les détenteurs ou supposés détenteurs du pouvoir et de la force qui se prévalent de traitements exceptionnels, différents et privilégiés et, en l'occurrence, du droit d'être soustrait à la loi de « tout le monde », celle qui exige le paiement mensuel des loyers et le respect du Code de la route. En un sens, « le pouvoir postcolonial, en s'instituant sur le modèle de la transgression, convient de la loi comme d'un axe de partage entre ceux qui en subissent les effets et ceux qui la dictent. Marquer la différence implique que celle-ci soit visible, exhibée. Il n'y a pas de transgression cachée, honteuse. Toute identité transgressive de la loi se donnant en spectacle est la vertu ostentatoire par laquelle elle s'érige en marqueur de différences spécifiques¹⁰⁰ ». Bref, la transgression, c'est la négation de rapports symétriques et analogiques. C'est aussi une modalité concrète d'affirmation de soi dans des contextes et des espaces de vie où les droits des gens sont violés en permanence, où les règles sont changeantes, où les petites gens sont méprisés et humiliés au quotidien et où l'autorité même est toujours remise en question et négociée¹⁰¹. Le transgresseur trouve dans l'acte de la transgression l'affirmation même de son éccéité sociale.

Ce sentiment de puissance exprimé à travers l'acte de la transgression s'accompagne parfois d'une critique sociale de l'État. Dans certains cas, cette critique prend la forme de la nostalgie. Le discours nostalgique peut prendre différentes formes. On a tout d'abord une lecture essentialiste qui conditionne le bien-être africain au retour aux origines « pures » d'avant la colonisation en postulant qu'à l'époque précoloniale, la ville correspondait à un usage authentiquement africain de l'espace dans le sens où l'architecture et l'ordonnement de l'espace étaient respectueux de la nature, convenaient aux valeurs et aux significances africaines et consacraient l'autorité des ancêtres comme référence ultime¹⁰². Ce n'est qu'à partir de l'époque coloniale que l'on aurait commencé à observer une déstructuration de ces anciens et authentiques espaces urbains, ce qui induit inmanquablement le fait que la ville africaine postcoloniale est une ville en crise, parce qu'inadaptée aux réalités africaines essentielles¹⁰³.

Une autre lecture souligne qu'à l'époque coloniale et postindépendance, marquée par des situations autoritaires, les villes africaines étaient encore bien tracées et ordonnées, et que ce n'est qu'à partir de la période des ajustements structurels et de la démocratisation que ces villes ont commencé à être désordonnées. C'est le « laisser-aller » de la démocratisation néolibérale qui serait à l'origine des problèmes urbains actuels. C'est ce qu'un vieil habitant d'un bidonville camerounais m'avait suggéré, affirmant qu'à l'époque des Allemands et des Français, la ville de Yaoundé était plus propre, tout en martelant le fait qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que le Cameroun soit à nouveau colonisé¹⁰⁴. Par ailleurs, les époques où Ahidjo régnait au Cameroun et Mobutu au Congo-Kinshasa sont régulièrement célébrées sur les réseaux sociaux et

⁹⁸ Yengo, 2022, 35.

⁹⁹ Foucault, 1975, 85.

¹⁰⁰ Yengo, 2022, 35.

¹⁰¹ Lund, 2006 ; Hagmann et Péclard, 2010 ; Fourchard, 2024.

¹⁰² Njoh, 2009.

¹⁰³ Nzuzi, 1987.

¹⁰⁴ Entretien avec un notable de Nkolbikok 2, Cameroun, 2017.

au quotidien comme des périodes exemplaires en matière de discipline dans la ville. De même, comme le laissent entendre ces mots de deux habitants d'une ville du Burkina Faso, l'époque de la colonisation et celle de Sankara sont dignes d'éloges :

Au temps des blancs, la ville était propre, les blancs n'aimaient pas la saleté. Depuis que les blancs sont partis, chacun fait ce qu'il veut. Personne ne vient nous civiliser. Au temps des blancs c'était la force, tout le monde était obligé d'être propre. Les gens sont redevenus sales.

Sous la révolution, Sankara nous avait habitués aux travaux d'intérêt commun. Dans les sous-secteurs, on s'organisait nous-mêmes pour le faire [entendre ici le nettoyage]. Nous le faisons pour nous-mêmes et pour Sankara. Aujourd'hui... Ha ! nous sommes tous Burkinabè¹⁰⁵.

Dans tous ces cas de figure, les discours nostalgiques portent certes un projet de critique de l'État par les habitants de la ville actuelle, mais ils expriment surtout des désirs d'être gouverné autrement, de voir se redessiner les manières étatiques d'intervenir et les modalités de la fabrique de l'espace public en ville. De fait, la nostalgie exprime bien une vision du monde, et notamment des projections, des envies, des formes refoulées de désirs, de rêves, de velléités de changements urbains et politiques. Elle dénonce et regrette la transformation des valeurs, des liens et des lieux, ainsi qu'une paupérisation croissante dans des contextes marqués par des conflits et la néolibéralisation des politiques de développement¹⁰⁶. Dans le langage de la nostalgie, on peut repérer un certain « désir de l'État¹⁰⁷ », pas nécessairement autoritaire, dur et barbare, mais d'un État qui organise la ville, qui lui remet tous ses organes et la fait fonctionner comme un organisme ou, pour ainsi dire, comme un corps *avec* organes.

CONCLUSION

À partir de cas puisés dans quelques expériences africaines de la fabrique quotidienne de la ville, cet article s'est intéressé à l'analyse de la ville comme « corps sans organes » en étudiant tout un univers d'attitudes de détachement et de disjonctions inclusives dans l'espace urbain. Bien qu'inspiré de travaux traitant de la schizophrénie, l'univers de corps sans organes dont il s'est agi ici n'a rien à avoir avec l'univers de la maladie (mentale) qui se traduit par des crises hystériques, de la folie ou des états de dissonance cognitive, de perte de réalité et de dysfonctionnement du système cérébral qui sont très présents dans les villes africaines, comme en témoigne la production littéraire et scientifique sur ce sujet¹⁰⁸. Au contraire, l'article a mis en évidence l'existence de situations ordinaires de froideur, d'indifférence, de décalage, de snobisme, de distanciation et de déconnexion des habitants par rapport à leur espace et entre eux en fonction de leurs situations socio-spatiales, statutaires, et de leurs perceptions de la ville. Il a aussi montré que, malgré ces situations de détachement entre les élites et les gens ordinaires ou entre ces derniers et la ville, les éléments disparates de la ville parviennent à faire corps ensemble, non pas en vertu d'un ordonnancement préétabli, vertical et rectiligne, mais de façon indirecte, inarticulée, inharmonique et oblique. En ce sens, loin des prétentions organiques du pouvoir, la notion de « corps sans organes » permet de saisir la ville comme un champ d'« entente¹⁰⁹ » entre des intérêts et des acteurs divergents¹¹⁰, comme un lieu de la fabrique « rhizomique » de la vie quotidienne et de l'État¹¹¹, un espace de « formation¹¹² » permanente du politique ou, mieux, une plateforme « inachevée¹¹³ » des modes de gouvernement et des rapports entre élites, dirigeants, riches,

¹⁰⁵ Propos tirés de l'enquête menée dans Hilgers et Mazzocchetti (2010, 166).

¹⁰⁶ Lachenal et Mbodj-Pouye, 2014.

¹⁰⁷ Foucault, 1994, 618.

¹⁰⁸ Barry, 2014. Pour une recension des romans urbains africains traitant de la folie, voir Saint-André Utudjian (1980).

¹⁰⁹ Sur la notion wébérienne d'« entente » comme champs de conflits et de l'ordre qui se fait sans ordre, voir Weber, 2016 [1913] ; Grossein, 2005 ; Bono et Hibou, 2016 ; Hibou et Tozy, 2020.

¹¹⁰ C'est ce que montrent certaines études critiques de l'urbain. Pour des travaux récents, notamment sur la fabrique des plans d'urbanisme, voir entre autres Harrison et Croese (2023) ou Croese *et al.* (2023).

¹¹¹ La notion de « rhizome » est tirée des réflexions philosophiques de Deleuze et Guattari (1980) qui la distinguent de la racine et des logiques verticales. Elle a été reprise par Bayart (2006 [1989]) pour analyser des situations concrètes ayant trait à la formation de l'État et des relations sociales et politiques en Afrique.

¹¹² Sur la notion de « formation », en opposition à celle de « construction », voir Berman et Lonsdale (1992).

¹¹³ Bayart, 1996. Pour une analyse et conceptualisation de la notion d'incomplétude à partir de la ville, voir Guma, 2020.

aménageurs, pauvres, mécontents, exclus, gens ordinaires. Surtout, la ville comme corps sans organes énonce des mécanismes spécifiques et très complexes de pouvoir et de gouvernement. On l'a montré avec l'attitude de délaissement et d'indifférence des élites urbaines dont on a dit qu'il énonçait parallèlement un mode de gouvernement que l'on a qualifié d'agir-araignée. On l'a également montré avec l'oubli des populations urbaines qui, tout en étant une forme de distanciation, traduit des rapports de force ambivalents qui expliquent les silences face aux injustices urbaines, à l'irresponsabilité de certains gouvernants et à la corruption dans la ville. On l'a enfin montré avec la désinvolture dont on a vu qu'elle traduit à la fois une distanciation par rapport à la ville et une transgression des règles en tant que mode d'affirmation de soi et d'expression d'une volonté de changement dans la ville.

Si l'Afrique a servi de prétexte à cet essai de schizo-analyse de la ville, c'est précisément parce que mon objectif était de suivre la démarche de nombreux analystes qui proposent de rendre compte des dynamiques de la ville globale « à partir » du continent africain afin de décloisonner les divisions en vogue dans les études urbaines et politiques entre l'Afrique et le reste du monde et, plus généralement, entre le Sud global et le Nord global¹¹⁴. De fait, en tant qu'elles ne sont pas des manifestations pathologiques de la fabrique urbaine, les configurations de la ville comme corps sans organes ne sont pas l'apanage des pays africains. On les retrouve problématisées et formulées sous diverses formes dans différents pays et continents. C'est le cas par exemple des mesures d'enclavement, des fractures et des disparités sociales existant dans les villes à travers le monde¹¹⁵. C'est également le cas des formes verticalisées d'urbanisation en Europe, critiquées pour leurs effets en termes d'isolement social et de comportement anti-sociaux¹¹⁶. C'est enfin le cas de l'escapisme et du naturalisme dans les sociétés occidentales et d'ailleurs qui sont des pratiques de fuite et la manifestation d'une volonté d'évacuer momentanément le « stress » des villes néolibérales et industrielles. Ces villes sont souvent critiquées tantôt parce qu'elles privilégieraient la « valeur d'échange » au détriment de la « valeur d'usage¹¹⁷ » qui prévalait à une époque antérieure, tantôt pour leur hypertechnicisation qui les rendrait « déshumanisées », « infectées » ou « refroidies¹¹⁸ ». Cela véhicule notamment l'idée de villes mécaniques, sans âmes, rationalisées et déshumanisées, qui a longtemps constitué le fond de la critique contre l'auteur de la *Charte d'Athènes*¹¹⁹ et qui continue jusqu'à nos jours de servir de ligne de critique à une certaine littérature militante qui interprète les dynamiques actuelles de globalisation des villes comme des marqueurs d'une dépersonnalisation et d'une désagrégation des espaces urbains : « villes-musées envahies de touristes et figées dans la célébration perpétuelle d'un héritage révolu ; cités-dortoirs et barres d'immeubles sans âme ni vie ; métropoles mondialisées soumises à l'accélération des flux, à l'anonymat des foules et au délitement du lien social¹²⁰ ». De même, les expériences artistiques et sensorielles comme « *Breathe* » (tenue à Genève en mai 2024 en vue d'y « recréer du lien »), témoignent à rebours de l'existence de moments où les organes de la ville se déploient de manière dispersée et disparate. Il y a donc là matière à envisager une réflexion et une étude politique plus générale autour de l'absence de lien en ville afin de rendre compte des « ultimes différences¹²¹ » de la ville sans organes dans le monde.

L'AUTEUR

Patrick Belinga Ondoua a soutenu sa thèse à l'université de Genève – *Gouverner le mécontentement au Cameroun. Politiques du logement et construction de l'hégémonie à Yaoundé, 2000-2020*. Il bénéficie actuellement d'une bourse postdoctorale du Fonds national suisse (FNS) et est affilié à l'université d'Anvers (novembre 2024-août 2025) et au Centre de recherche internationale (CERI) – Sciences Po Paris (septembre 2025-juillet 2026). Il s'intéresse aux situations et aux dispositifs de développement des villes (habitat social,

¹¹⁴ Mbembe et Nutall, 2004 ; Fourchard et Goerg, 2022 ; Choplin et Agbodjinou, 2023.

¹¹⁵ Murray, 2004, 2017 ; Douglass *et al.*, 2012 ; Atkinson et Blandy, 2005 ; He, 2013 ; Wissink, 2019.

¹¹⁶ Amick et Kviz, 1975 ; Power, 1997.

¹¹⁷ Pour reprendre les expressions d'Henri Lefebvre.

¹¹⁸ Chauvier, 2013 ; Freyermuth et Bonnot, 2003 ; Freyermuth *et al.*, 2014.

¹¹⁹ Le Corbusier, 1943.

¹²⁰ Baudillon, 2018.

¹²¹ Veyne, 2008.

bidonvilles, villes nouvelles, zones industrielles...) et à la manière dont ces situations et dispositifs informent les processus de la formation de l'État, les pratiques et les institutions autoritaires, ainsi que les manières de gouverner en Afrique.

ABOUT THE AUTHOR

Patrick Belinga Ondoua as obtained his PhD at the University of Geneva – *Governing discontent in Cameroon. Housing policies and the making of hegemony rules in Yaoundé, 2000-2020*. He is presently a Swiss National Science Foundation (SNSF) postdoctoral fellow affiliated to the University of Antwerp (November 2024-August 2025) and the Centre for International Research (CERI) – Sciences Po Paris (September 2025-July 2026). He is interested in urban development situations and *dispositifs* (social housing, slums, new cities, industrial zones, etc.) and the way in which these situations and *dispositifs* inform the processes of state formation, authoritarian practices and institutions, and ways of governing in Africa.

REFERENCES

- ADUAYI DIOP, Rosalie (2010) *Survivre à la pauvreté et à l'exclusion. Le travail des adolescentes dans les marchés de Dakar* (Paris : AfriMAP/Karthala/Crepos).
- AMICK, D. J. et KVIZ, F. J. (1975) « Social alienation in public housing: the effects of density and building types », *Ekistics*, vol. 39, n° 231, pp. 118-120.
- ATKINSON, Rowland et BLANDY, Sarah (2005) « Introduction: international perspectives on the new enclavism and the rise of gated communities », *Housing Studies*, vol. 20, n° 2, pp. 177-186.
- AYIMPAM, Sylvie (2014) *Économie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux* (Paris : Karthala).
- BADIAN, Seydou (1976) *Le Sang des masques* (Paris : Robert Laffont).
- BAHNA, Sidibé (1964) « L'architecture et les hommes », *Présence africaine*, n° 49, pp. 129-149.
- BARRY, Aboubacar (2014) « Version féminine du malaise juvénile dans les villes africaines. Réflexions cliniques et anthropologiques autour d'un nouveau "phénomène social" », *Essaim*, n° 33, pp. 91-105.
- BAUDILLON, Philippe (2018) *Réinventer la « street experience »*. *Hyperstories, espace public et mobilier urbain connecté* (Paris : Hermann).
- BAYART, Jean-François (1981) « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », *Politique africaine*, n° 1, pp. 5-82.
- (1985) « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, pp. 343-373.
- (1996) « L'historicité de l'État importé », in BAYART, Jean-François (dir.), *La greffe de l'État* (Paris : Karthala), pp. 11-39.
- (2006 [1989]) *L'État en Afrique. La politique du ventre* (Paris : Fayard).
- BAYART, Jean-François, MBEMBE, Achille et TOULABOR, Comi (1992) *Le politique par le bas en Afrique noire. Contribution à une problématique de la démocratie* (Paris : Karthala).
- BELINGA ONDOUA, Patrick (2018a) *Politique de la suspicion au Cameroun. Le langage du pouvoir dans un programme de développement urbain*, Mémoire de master (Turin/Rabat, Université de Turin/EGE).
- (2018b) « Politique de la suspicion et développement urbain au Cameroun. Le Programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PPAB) dans la ville de Yaoundé », *Politique africaine*, n° 150, pp. 53-73.
- (2024) *Gouverner le mécontentement au Cameroun. Politiques du logement et construction de l'hégémonie à Yaoundé, 2000-2020*, Thèse de doctorat (Genève : Université de Genève).
- (2025) « Construire les logements sociaux alternatifs en situations autoritaires. Le gouvernement des villes et le contrôle politique des initiatives d'habitat au Cameroun », *Suds* (à paraître).
- BERMAN, Bruce et LONSDALE, John (1992) *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa* (Athens: Ohio University Press).
- BIERSCHENK, Thomas et OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre (dir.) (2014) *States at Work: Dynamics of African Bureaucracies* (Leiden/Boston: Brill).
- BIERSCHENK, Thomas et OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre (2019) « How to study bureaucracies ethnographically? », *Critique of Anthropology*, vol. 39, n° 2, pp. 243-257.
- BISSEK, Philippe (textes réunis par) (2005) *Mongo Beti à Yaoundé, 1991-2000* (Rouen : Éditions des Peuples noirs).
- BLOT, Julie et SPIRE, Amandine (dir.) (2014) « Déplacements forcés dans les villes du Sud : les déguerpissements en question », *L'espace politique*, n° 22, URL : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/2890> (consulté le 8 septembre 2024).
- BODSON, Paul et ROY, Paul-Martel (2003) *Survivre dans les pays en développement. Approches du secteur informel* (Paris : L'Harmattan).
- BONNASSIEUX, Alain (1987) *L'autre Abidjan. Chronique d'un quartier oublié* (Abidjan/Paris : Inadès éditions/Karthala).
- BONO, Irene et HIBOU, Béatrice (2016) « Introduction. Gouverner le vivre ensemble », in HIBOU, Béatrice et BONO, Irene (dir.), *Le gouvernement du social au Maroc* (Paris : Karthala), pp. 5-43.
- BOUCHARD, Hélène (2002) *Commerçantes de Kinshasa pour survivre* (Paris : L'Harmattan).
- BOUCHRARA, Traki Zanad (1994) *La ville mémoire. Contribution à une sociologie du vécu* (Paris : Méridiens Klincksieck).
- BOUJU, Jacky, BOCOUM, Hambarke, OUATTARA, Fatoumata et TOURE, Laurence (2004) « Les incivilités de la société civile ». *Espace public urbain, société civile et gouvernance communale à Bobo-Dioulasso et Bamako (Communes 1 et 2)* (Aix-en-Provence : IEA-CNRS).

- BOUTER, Diandra C., RAVENSBERGEN, Susan J., LAKERVELD, Jeroen, HOOGENDIJK, W. J. G. et GROOTENDORST-VAN MIL, Nina H. (2023) « Associations between the urban environment and psychotic experiences in adolescents », *Schizophrenia Research*, vol. 260, pp. 123-131.
- CAIN, Allan (2014) « African urban fantasies: past lessons and emerging realities », *Environment and Urbanization*, vol. 26, n° 2, pp. 561-567.
- CENTRE TRICONTINENTAL (1997) « Stratégies de survie ou émergence de nouveaux modèles », in CENTRE TRICONTINENTAL, *Les nouveaux agents économiques dans le Sud* (Paris : L'Harmattan), pp. 5-17.
- CESAIRE, Aimé (1983) *Cahier d'un retour au pays natal* (Paris : Présence africaine).
- CHAUVIER, Éric (2013) « La ville refroidie », *Lignes*, n° 40, pp. 72-84.
- CHOPLIN, Armelle et AGBODJINOU, Sénamé Koffi (2023) « Repenser l'habitabilité planétaire depuis les villes africaines », *AOC*, URL : <https://aoc.media/analyse/2023/02/01/repenser-lhabitabilite-planetaire-depuis-les-villes-africaines/> (consulté le 10 septembre 2024).
- COLLIGNON, René (1984) « La lutte des pouvoirs publics contre les "encombrements humains" à Dakar », *Revue canadienne des études africaines*, vol. 18, n° 3, pp. 573-582.
- COURADE, Georges et DE SUREMAIN, Charles-Édouard (2001) « Inégalités, vulnérabilités et résilience : les voies étroites d'un nouveau contrat social en Afrique subsaharienne », in WINTER, Gérard (dir.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs* (Paris : IRD/Karthala), pp. 119-133.
- CROESE, Sylvia, ROBINSON, Jennifer, AMEDZRO, Kofi Kekeli, HARRISON, Philip, KOMBE, Wilbard, MWATHUNGA, Evance et OWUSU, George (2023) « Persistent, pragmatic and prolific: urban master planning in Accra, Dar es Salaam and Lilongwe », *Land Use Policy*, vol. 133.
- DE CERTEAU, Michel (1990) *L'invention du quotidien 1. Art de faire* (Paris : Gallimard).
- DE CERTEAU, Michel, GIARD, Luce et MAYOL, Pierre (1994) *L'invention du quotidien 2. Habiter, cuisiner* (Paris : Gallimard).
- DE MAXIMY, René (1984) *Kinshasa. Ville en suspens... Dynamiques de la croissance et problèmes d'urbanisme. Approche socio-politique* (Paris : Orstom).
- DELEUZE, Gilles (2003) *Deux régimes de fous et autres textes (1975-1995)* (Paris : Les éditions de Minuit).
- (2014) « Conclusion. Présence et fonction de la folie, l'Araignée », in DELEUZE, Gilles, *Proust et les signes* (Paris : PUF), pp. 205-219.
- DELEUZE, Gilles et GUATTARI, Félix (1972) *Capitalisme et schizophrénie. 1. L'Anti-Œdipe* (Paris : Les éditions de Minuit).
- (1980) *Capitalisme et schizophrénie. 2. Mille plateaux* (Paris : Les éditions de Minuit).
- DEMISSIE, Fassil (dir.) (2012) *Colonial Architecture and Urbanism in Africa: Intertwined and Contested Histories* (Farnham: Ashgate Publishing).
- DIANZINGA, Fidèle (1985) « L'assainissement en Afrique noire », Brochure, Coopération et aménagement – Centre de documentation.
- DOUGLASS, Mike, WISSINK, Bart et VAN KEMPEN, Ronald (2012) « Enclave urbanism in China: consequences and interpretations », *Urban Geography*, vol. 33, n° 2, pp. 167-182.
- EDENSOR, Tim et JAYNE, Mark (dir.) (2012) *Urban Theory beyond the West: A World of Cities* (London: Routledge).
- ELA, Jean-Marc (1999) « Vers une économie politique des conflits au ras du sol », *Africa Development*, vol. 24, n° 3-4, pp. 103-133.
- FERRERI, Mara (2015) « The seductions of temporary urbanism », *Ephemera*, vol. 15, n° 1, pp. 181-191.
- (2021) *The Permanence of Temporary Urbanism: Normalising Precarity in Austerity London* (Amsterdam: Amsterdam University Press).
- FETT, Anne-Kathrin J., LEMMERS-JANSEN, Imke L. J. et KRABBENDAM, Lydia (2019) « Psychosis and urbanicity: a review of the recent literature from epidemiology to neurourbanism », *Current Opinion in Psychiatry*, vol. 32, n° 3, pp. 232-241.
- FONI FOUTH KINIE, Adèle (2018) « La gestion des déchets au Cameroun », in RUPPEL, Olivier et KAM YOGO, Emmanuel (dir.), *Droit et politique de l'environnement au Cameroun. Afin de faire de l'Afrique l'arbre de vie* (Baden-Baden : Nomos), pp. 397-417.
- FOUCAULT, Michel (1975) *Surveiller et punir. Naissance de la prison* (Paris : Gallimard).
- (1994) « Méthodologie pour la connaissance du monde. Comment se débarrasser du marxisme », in FOUCAULT, Michel, *Dits et écrits, 1954-1988. Tome III : 1976-1979* (Paris : Gallimard).
- (2004a) *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)* (Paris : EHESS/Seuil/Gallimard).
- (2004b) *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-1978)* (Paris : EHESS/Seuil/Gallimard).
- FOUQUET, Thomas et GOERG, Odile (dir.) (2018) *Citadinités subalternes en Afrique* (Paris : Karthala).
- FOURCHARD, Laurent (2024) « Comparative urban studies and African studies at the crossroads. From the colonial situation to twilight institutions », in LE GALÈS, Patrick et ROBINSON, Jennifer (dir.), *The Routledge Handbook of Comparative Global Urban Studies* (New York: Taylor and Francis Group), pp. 58-72.
- FOURCHARD, Laurent et GOERG, Odile (2022) « Par-delà le colonial : repenser l'urbain depuis l'Afrique », *Histoire urbaine*, n° 63, pp. 5-20.
- FOURCHARD, Laurent et KAYODE SIKIRU, Azeez (2023) « The 2023 cashless election in Nigeria: the politics of withdrawing money », *African Affairs*, vol. 122, n° 488, pp. 429-445.
- FRANCK, Philippe (dir.) (2014) *City Sonic. Les arts sonores dans la cité* (Bruxelles : La lettre volée).
- FREYERMUTH, Sylvie et BONNOT, Jean-François (dir.) (2003) *Malaise dans la ville* (Berne : Peter Lang).
- FREYERMUTH, Sylvie, BONNOT, Jean-François et OBERGÖKER, Timo (dir.) (2014) *Ville infectée, ville déshumanisée. Reconstructions littéraires françaises et francophones des espaces sociopolitiques, historiques et scientifiques de l'extrême contemporain* (Berne : Peter Lang).
- GANDY, Matthew (2005) « Cyborg urbanization: complexity and monstrosity in the contemporary city », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 29, n° 1, pp. 26-49.

- GILBERT, Alan (2007) « The return of the slum: does language matter? », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 31, n° 4, pp. 697-713.
- (2009) « Extreme thinking about slums and slum dwellers: a critique », *The SAIS Review of International Affairs*, vol. 29, n° 1, pp. 35-48.
- GOETZ, Benoît (2007) « L'araignée, le lézard et la tique : Deleuze et Heidegger lecteurs de Uexküll », *Le portique*, n° 20, URL : <https://journals.openedition.org/leportique/1364> (consulté le 11/09/2024).
- GOLEMBIEWSKI, Jan (2017) « Architecture, the urban environment and severe psychosis: Aetiology », *Journal of Urban Design and Mental Health*, vol. 2, n° 1, URL : <https://www.urbandesignmentalhealth.com/journal2-psychosis.html> (consulté le 11/09/2024).
- GROSSEIN, Jean-Pierre (2005) « De l'interprétation de quelques concepts wébériens », *Revue française de sociologie*, vol. 46, n° 4, pp. 701-704.
- GUILLAUME, Philippe (2001) *Johannesburg. Géographies de l'exclusion* (Johannesburg/Paris : IFAS/Karthala).
- GUMA, Prince K. (2020) « Incompleteness of urban infrastructures in transition: scenarios from the mobile age in Nairobi », *Social Studies of Science*, vol. 50, n° 5, pp. 728-750.
- HAGMANN, Tobias et PÉCLARD, Didier (2010) « Negotiating statehood: dynamics of power and domination in Africa », *Development and Change*, vol. 41, n° 4, 2010, pp. 539-562.
- HAKE, Andrew (1977) *African Metropolis: Nairobi's Self-Help City* (London: Chatto and Windus).
- HARRISON, Philip et CROESE, Sylvia (2023) « The persistence and rise of master planning in urban Africa: transnational circuits and local ambitions », *Planning Perspectives*, vol. 38, n° 1, pp. 25-47.
- HARVEY, David (2015 [2012]) *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine* (Paris : Buchet Chastel).
- HE, Shenjing (2013) « Evolving enclave urbanism in China and its socio-spatial implications: the case of Guangzhou », *Social & Cultural Geography*, vol. 14, n° 3, pp. 243-275.
- HEIDEGGER, Martin (1986 [1927]) *Être et temps* (Paris : Gallimard).
- HERBERT, Claire et MURRAY, Martin J. (2015) « Building from scratch: new cities, privatized urbanism and the spatial restructuring of Johannesburg after apartheid », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 39, n° 3, pp. 471-494.
- HIBOU, Béatrice (1998) « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale*, n° 1, pp. 151-168.
- (1999a) « De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l'État », in HIBOU, Béatrice (dir.), *La privatisation des États* (Paris : Karthala), pp. 11-67.
- (1999b) « La "décharge", nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, n° 73, pp. 6-15.
- (2006) *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie* (Paris : La Découverte).
- (2011) *Anatomie politique de la domination* (Paris : La Découverte).
- (2015) « La formation asymétrique de l'État en Tunisie. Les territoires de l'injustice », in BONO, Irene, HIBOU, Béatrice, MEDDEB, Hamza et TOZY, Mohamed (dir.), *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie* (Paris : Karthala), chapitre 3.
- HIBOU, Béatrice et TOZY, Mohamed (2020) *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral* (Paris : Karthala).
- HILGERS, Mathieu et MAZZOCCHETTI, Jacinthe (dir.) (2010) *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso* (Paris : Karthala).
- JACQUEMOT, Pierre et YANGO, Jean (2020) « Soixante ans de politique urbaine à Douala. La revanche de l'informel face à la rationalité planificatrice », *Afrique contemporaine*, n° 271-272, pp. 281-301.
- JÓNSSON, Gunvor (2024) *Urban Displacement and Trade in a Senegalese Market: An Anthropology of Endings* (London: UCL Press).
- KOOLHAAS, Rem (2002) « Fragments of a lecture on Lagos », in ENWEZOR, Okwui (dir.), *Under Siege. Four African Cities: Freetown, Johannesburg, Kinshasa, Lagos* (Ostfildern-Ruit: Hatje Cantz), pp. 173-183.
- KOUROUMA, Ahmadou (2000) *Allah n'est pas obligé* (Paris : Seuil).
- KRABBENDAM, Lydia et VAN OS, Jim (2005) « Schizophrenia and urbanicity: a major environmental influence – conditional on genetic risk », *Schizophrenia Bulletin*, vol. 31, n° 4, pp. 795-799.
- LACHENAL, Guillaume et MBODI-POUYE, Aïssatou (2014) « Restes du développement et traces de la modernité en Afrique », *Politique africaine*, n° 135, pp. 5-21.
- LANNE, Jean-Baptiste (2016) « Le pacte mensonger, un acte d'informalité politique à Kibera, Kenya », *L'espace politique*, n° 29, URL : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/3816> (consulté le 12/09/2024).
- LATOUCHE, Serge (1991) *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement* (Paris : La Découverte).
- LE BRIS, Émile, MARIE, Alain, OSMONT, Annick et SINOU, Alain (1984) *Anthropologie de l'espace habité dans les villes africaines*, Rapport de recherche (Paris : Ministère de la Recherche et de la technologie).
- LE CORBUSIER (1943) *La charte d'Athènes* (Boulogne-sur-Seine : Éditions de l'Architecture d'aujourd'hui).
- LEFEBVRE, Henri (1968) *Le droit à la ville I* (Paris : Éditions Anthropos).
- (1972) *Espace et politique. Le droit à la ville II* (Paris : Éditions Anthropos).
- LEWIS, Oscar (1998 [1966]) « The culture of poverty », *Society*, vol. 35, n° 7.
- LORAUX, Nicole (2005) *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes* (Paris : Payot).
- LUND, Christian (2006) « Twilight institutions: public authority and local politics in Africa », *Development and Change*, vol. 37, n° 4, pp. 685-705.
- MABANCKOU, Alain (2015) *Petit Piment* (Paris : Seuil).
- MALABOU, Catherine (2005) *La plasticité au soir de l'écriture : dialectique, destruction, déconstruction* (Paris : Éditions Léo Scheer).
- (2007) *Les nouveaux blessés. De Freud à la neurologie, penser les traumatismes contemporains* (Paris : Bayard).

- MARTINEZ, Francisco (2014) « The invisible city: exploring the third something of urban life », *Culture Unbound: Journal of Current Cultural Research*, vol. 6, n° 3, pp. 647-669.
- MBASSI, Alexandre Rodrigue (2021) « Rire en situation de crise. La réception sociale du Covid-19 au Cameroun sous le prisme de l'humour en ligne », *Réseaux*, n° 228, pp. 203-232.
- MBEMBE, Achille (2000) *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine* (Paris : Karthala).
- MBEMBE, Achille et NUTTAL, Sarah (2004) « Writing the World from an African metropolis », *Public Culture*, vol. 16, n° 3, 2004, pp. 347-372.
- MELROSE, Fiona (2020 [2017]) *Johannesburg* (Paris : Éditions de la Table ronde).
- MOSER, Sarah (2015) « New cities: old wine in new bottles? », *Dialogues in Human Geography*, vol. 5, n° 1, pp. 31-35.
- MURRAY, Martin J. (2004) « The spatial dynamics of postmodern urbanism: social polarisation and fragmentation in São Paulo and Johannesburg », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 22, n° 2, pp. 139-164.
- (2008) *Taming the Disorderly City: The Spatial Landscape of Johannesburg after Apartheid* (Ithaca: Cornell University Press).
- (2011) *City of Extremes: The Spatial Politics of Johannesburg* (Durham: Duke University Press).
- (2015a) « Waterfall City (Johannesburg): privatized urbanism in extremis », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 47, n° 3, pp. 503-520.
- (2015b) « “City doubles”: re-urbanism in Africa », in MIRAFTAB, Faranak, WILSON, David et SALO, Ken (dir.), *Cities and Inequalities in a Global and Neoliberal World* (New York: Routledge), pp. 92-109.
- (2017) *The Urbanism of Exception* (Cambridge: Cambridge University Press).
- MYERS, Garth Andrew (2011) *African Cities: Alternative Visions of Urban Theory and Practice* (London/New York: Zed Books).
- NGANANG, Patrice (2001) *Temps de chien* (Paris : Le serpent à plumes).
- NGUEMA, Rano-Michel (2014) « Politique de déguerpissement et processus de restructuration des territoires de Libreville [Gabon] », *L'espace politique*, n° 22, pp. 8-11, URL : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/3014> (consulté le 12/09/2024).
- NIELSEN, Morten, SUMICH, Jason et BERTELSEN, Bjørn Enge (2021) « Enclaving: spatial detachment as an aesthetics of imagination in an urban sub-Saharan African context », *Urban Studies*, vol. 58, n° 5, pp. 881-902.
- NJOH, Ambe J. (2009) « Urban planning as a tool of power and social control in colonial Africa », *Planning Perspectives*, vol. 24, n° 3, pp. 301-317.
- NUTTAL, Sarah et MBEMBE, Achille (2005) « A blasé attitude: a response to Michael Watts », *Public Culture*, vol. 17, n° 1, pp. 193-202.
- NZUZI, Lelo (1987) « Le déclin de la ville négro-africaine », *International Review of Community Development*, n° 17, pp. 81-94.
- OFFICE DE L'HABITAT (1974) « Cameroun. Analyse du secteur du logement », Rapport, Agence pour le développement international, 26 août.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre (2010) « Développement, modes de gouvernance et normes pratiques (une approche socio-anthropologique) », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, vol. 31, n° 1-2, pp. 5-20.
- (2021) *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà* (Paris : Karthala).
- ONU-HABITAT (2007) *Profil urbain national du Cameroun* (Nairobi : ONU-Habitat).
- PEDERSEN, Carsten, ANTONSEN, Sussie, TIMMERMANN, Allan, GIØRTZ PEDERSEN, Marianne, EILSKOV, Linda, THISTED HORSDAL, Henriette, AGERBO, Esben, WEBB, Roger T., RAASCHOU-NIELSEN, Ole, SIGSGAARD, Torben, SABEL, Clive E., CHIEH FAN, Chun et THOMPSON, Wesley K. (2022) « Urban-rural differences in schizophrenia risk: multilevel survival analyses of individual- and neighborhood-level indicators. Urbanicity and population density in a Danish national cohort study », *Schizophrenia Bulletin Open*, vol. 3, n° 1, URL : <https://academic.oup.com/schizbullopen/article/3/1/sgab056/6473818> (consulté le 11/09/2024).
- PEIL, Margaret (1991) *Lagos: The City is the People* (London: Belhaven Press).
- PIGEON, Pierre (1998) *Les activités informelles en République centrafricaine* (Paris : L'Harmattan).
- POWER, Anne (1997) *Estate on the Edge: The Social Consequences of Mass Housing in Northern Europe* (New York: Palgrave Macmillan).
- ROBINSON, Jennifer (2006) *Ordinary Cities: Between Modernity and Development* (London/New York: Routledge).
- ROY, Ananya (2011) « Slumdog cities: rethinking subaltern urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n° 2, pp. 223-238.
- SAINT-ANDRE UTUDJIAN, Éliane (1980) « Le thème de la folie dans la littérature africaine contemporaine (1960-1975) », *Présence africaine*, n° 115, pp. 118-147.
- SERRES, Michel (2017) *C'était mieux avant !* (Paris : Le Pommier).
- SIMONE, AbdouMaliq (2010) *City Life from Jakarta to Dakar: Movements at the Crossroads* (New York: Routledge).
- THIBAULT, Serge, MARTOUZET, Denis, GAIGNARD, Lise, BAILLEUL, Hélène, FEILDEL, Benoit, MESNIER, Anne-Lise et LAPLANTE, Benjamin (2008) « Espaces habités, espaces anticipés. La qualification de l'espace », Rapport de recherche, UMR CITERES.
- TOURE, Abdou (1985) *Les petits métiers à Abidjan. L'imagination au secours de la « conjoncture »* (Paris : Karthala).
- VAN NOORLOOS, Femke et KLOOSTERBOER, Marjan (2018) « Africa's new cities: the contested future of urbanisation », *Urban Studies*, vol. 55, n° 6, pp. 1223-1241.
- VASSOS, Evangelos, PEDERSEN, Carsten, MURRAY, Robin, COLLIER, David et LEWIS, Cathryn (2012) « Meta-analysis of the association of urbanicity with schizophrenia », *Schizophrenia Bulletin*, vol. 38, n° 6, pp. 1118-1123.
- VEYNE, Paul (2008) *Foucault. Sa personne, sa pensée* (Paris : Albin Michel).

- VOKENG NGNINTEDEM, Guiliohh Merlain (2019) « L'esthétique de la transgression chez Calixthe Beyala : entre écriture-sexe et écriture du corps », *Les cahiers du Grelcef*, n° 11, pp. 51-66.
- WACQUANT, Loïc (2006 [2005]) *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État* (Paris : La Découverte).
- WATSON, Vanessa (2013) « African urban fantasies: dreams or nightmares? », *Environment and Urbanization*, vol. 26, n° 1, 2013, pp. 215-231.
- WATTS, Michael (2005) « Baudelaire over Berea, Simmel over Sandton? », *Public Culture*, vol. 17, n° 1, pp. 181-192.
- WEBER, Max (2016 [1913]) *Concepts fondamentaux de sociologie* (Paris : Gallimard), p. 197-212.
- WELLS, Jill (2011) « Informal construction activity in developing countries », in OFORI, George (dir.), *New Perspectives on Construction in Developing Countries* (London: Routledge), chapitre 7.
- WISSINK, Bart (2019) « Enclave urbanism in China: a relational comparative view », in YEP, Ray, WANG, June et JOHNSON, Thomas (dir.), *Handbook on Urban Development in China* (Cheltenham: Edward Elgar Publishing), pp. 171-186.
- YENGO, Patrice (2022) *L'ordre de la transgression. La souveraineté à l'épreuve du temps global* (Pau : Pappa).
- ZOA, Anne-Sidonie (1995) *Les ordures à Yaoundé. Urbanisation, environnement et politique au Cameroun* (Paris : L'Harmattan).